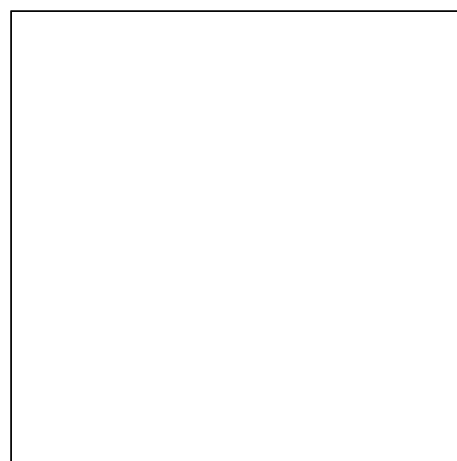
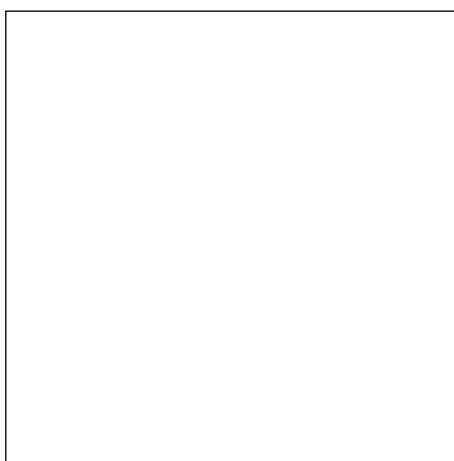
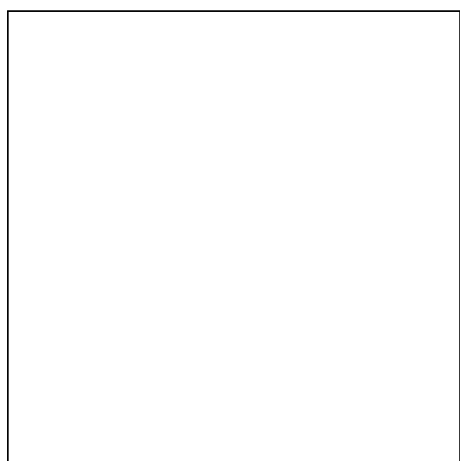




*mission
interministérielle
pour la qualité
des constructions
publiques*

Rapport d'Activité 2012 - 2013





SOMMAIRE

■	EDITORIAL	5
■ I.	ACTION INTERMINISTÉRIELLE	7
■ II.	ÉTUDES ET RECHERCHES	13
	Groupe de travail sur la maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre du projet urbain	14
	Commission "Commande publique" du Conseil National de l'Ordre des architectes	15
	Modèle de contrat OPC	15
	Groupe de travail interprofessionnel animé par la Société Française d'Architecture	15
	Groupe de travail avec l'association des scénographues et la fédération nationale des entreprises locales	16
	Groupe de travail sur le contenu et la place du programme dans les procédures globales	16
	Comité de qualification OPQIBI	16
	Groupe de travail sur la garantie de performance énergétique (Apogée)	16
	Groupe de travail sur les dossiers de candidatures	17
	Comité d'application HQE-Aménagement de Certivea	17
	Conseils et recommandations	17
■ III.	MISSIONS AUPRÈS DES MAÎTRES D'OUVRAGE PUBLICS	19
	CONSEIL ET ASSISTANCE À LA MAÎTRISE D'OUVRAGE	20
	Les architectes consultants	20
	La participation des architectes consultants aux jurys	23
	Les relations avec le secteur professionnel	31
	Sollicitations et réponses ponctuelles	34
	FORMATION ET SENSIBILISATION	35
	Les formations assurées en 2012 et 2013	42
	COMMUNICATION	51
	Le site Internet	51
	Les publications	51
	Les articles	54
■ IV.	L'ÉQUIPE	57



Christian ROMON
Secrétaire général

2012..., 2013..., deux années au cours desquelles la mobilisation de la MIQCP sur ses missions conserve toute son intensité. Les fronts sont nombreux, mais quelques points forts peuvent être soulignés.

Tout d'abord la réflexion sur le projet urbain : il y a nécessité impérieuse de retrouver un processus approprié depuis la disparition des marchés de définition. Un long travail d'écoute, de réflexion et de maturation a été engagé par la MIQCP tout au long de ces deux années dont les points forts ont été les réunions d'un groupe de travail animé par la Mission et le rôle de grand témoin pendant le cycle "Les Matinales de la programmation urbaine" organisé par Attitudes urbaines. L'année 2014 permettra d'en porter les fruits avec la parution d'un guide sur ce thème.

En matière de formation, la MIQCP a fait preuve d'une forte implication par un accompagnement personnalisé des cycles longs diplômants qu'elle a contribué à initier. Ces interventions en fil rouge tout au long des sessions de manière à en assurer la cohérence et le dynamisme se sont accompagnées d'une contribution efficace à la reconfiguration des programmes. Les bénéficiaires de ces formations sont aussi bien des représentants de la maîtrise d'ouvrage que des professionnels de la maîtrise d'œuvre.

A noter également un essor significatif des actions montées en partenariat avec les CAUE avec pour cible privilégiée les acteurs locaux de l'acte de construire, professionnels, techniciens des collectivités ou élus. Les objectifs de la MIQCP portent essentiellement sur la diffusion de la culture de projet et la professionnalisation de la fonction de maîtrise d'ouvrage.

Bien entendu, la Mission reste fortement présente sur le champ de la qualité architecturale avec la participation chaque année de ses 50 architectes consultants à plus de 200 jurys de concours et, en 2013, avec l'animation d'une réflexion sur l'articulation entre qualité architecturale et transition écologique menée à la demande du ministère de la culture et de la communication.

La MIQCP tient également à rester disponible pour l'accompagnement des réflexions ou des travaux menés par les instances représentatives des professions de la maîtrise d'œuvre ou de l'assistance à maîtrise d'ouvrage.

Elle participe autant à diffuser la culture juridique qu'à faire évoluer le contexte réglementaire par les remontées d'informations qu'elle collecte. Mais, au-delà des procédures, la MIQCP insiste toujours sur le fait que seule une culture de la commande - la réflexion préalable sur les processus de commande menée au sein de la maîtrise d'ouvrage et pour chaque opération - permettra la qualité finale des ouvrages publics.



I

ACTION INTERMINISTÉRIELLE

La présence de la MIQCP dans les instances et les groupes de travail interministériels lui permet d'apporter les enseignements tirés de son contact quotidien avec les praticiens de la commande publique aux évolutions envisagées. Elle peut ainsi proposer les mesures susceptibles de favoriser la qualité des constructions publiques.

Services du Premier ministre

Secrétariat général aux Affaires européennes (SGAE)

La Commission européenne a publié en 2011 un Livre vert portant sur la modernisation de la pratique de l'Union européenne en matière de marchés publics qu'elle a soumis à la consultation des États membres. Suite à ce Livre, la Commission a sorti en décembre 2011 deux projets de directives devant se substituer aux directives "marchés publics" 2004/17 et 2004/18 du 3 mars 2004 et un projet sur les concessions examinés en 2012.

Dans le cadre de l'examen des projets de textes par *cluster*, le SGAE a organisé en 2012 des réunions interministérielles tendant à élaborer la contribution de la France. La Mission a participé à ces réunions en faisant prévaloir les spécificités de la commande publique en matière de constructions publiques. La MIQCP a, en particulier, fait valoir la nécessité d'ouvrir le recours à la procédure négociée pour la commande de prestations intellectuelles. La France a demandé que la procédure négociée devienne une procédure de droit commun. La Mission a attiré l'attention sur des points à clarifier comme celui, par exemple, de la computation des seuils en matière de construction.

L'année 2013 a permis de finaliser les projets de directives y compris dans leur version française. Le projet de directive réformant la directive 2004-18 comporte un certain nombre de mesures répondant aux demandes portées par la MIQCP et de nature à faire progresser avec pertinence le choix des maîtres d'œuvre et par conséquent à favoriser la qualité architecturale des équipements publics. Le recours à la procédure négociée pour la commande de projets est facilité. La procédure du dialogue compétitif est davantage encadrée. Pour autant, de nouvelles dispositions ne prennent pas toujours en compte la spécificité de la commande en matière de projets de construction ou de projets d'aménagement, par exemple des dispositions nouvelles sur les avenants. Aussi, la Mission continuera-t-elle à faire prévaloir, notamment dans le cadre de la transposition dans le droit français, la particularité et les enjeux de la commande de maîtrise d'œuvre.

Les directives doivent être promulguées début 2014 et leur transposition devra se faire dans les deux ans.

Ministère de l'Écologie, du Développement Durable et de l'Énergie (MEDDE)

Commissariat Général au Développement Durable (CGDD)

Groupe de travail AFNOR (Association française de normalisation)

Sur sollicitation du CGDD, la MIQCP a poursuivi en 2012 sa participation au groupe de travail constitué au sein de l'AFNOR relatif à la "Normalisation de la terminologie des sociétés de conseil en ingénierie pour les bâtiments, les infrastructures et les installations industrielles".

Ce groupe contribue à un travail de normalisation de la terminologie relative aux missions

d'ingénierie, mené au niveau européen. L'enjeu est de parvenir à une équivalence des vocabulaires employés lors des projets de construction impliquant des équipes d'ingénierie et d'architecture, afin de faciliter leur circulation sur le marché européen.

A l'issue de ces travaux et après validation des propositions du groupe, l'AFNOR a publié en avril 2013 la norme NF EN 16310 "Services d'ingénierie – Terminologie destinée à décrire les services d'ingénierie pour les bâtiments, les infrastructures et les installations industrielles".

Secrétariat général

Participation aux travaux du groupe d'experts PRAM

La MIOCP continue à apporter son concours à la mise à jour du Progiciel de Rédaction Automatisé des Marchés (PRAM).

Outre l'actualisation permanente nécessaire, les années 2012 et 2013 ont permis la poursuite du travail sur l'élaboration d'un accord-cadre pour la commande de travaux qui a été diffusé dans les services fin 2013.

Direction générale de l'aménagement, du logement et de la nature (DGALN)

La MIOCP a été sollicitée en 2012 pour apporter sa contribution aux projets de textes relatifs au contrôle technique ou encore à la coordination sécurité – protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

Elle a aussi été sollicitée par le PUCA (plan urbanisme, construction et aménagement) sur les processus et les procédures de commande pour le logement social.

De plus, en avril 2012, la DGALN a confié au Conseil général de l'environnement et du développement durable (CGEDD) une mission d'évaluation de l'emploi des contrats de conception-réalisation pour la construction de logements. Dans ce cadre, la Mission a été auditionnée par les inspecteurs chargés de conduire cette étude. Elle a rappelé son attachement au schéma classique de la loi MOP qui donne à la maîtrise d'œuvre une indépendance par rapport à l'entreprise et a souhaité que le processus de conception-réalisation reste d'une utilisation limitée. Dans son rapport de mars 2013, le CGEDD propose que le processus de conception-réalisation soit reconduit pour une période expérimentale de cinq ans et ne préconise aucune généralisation de ce processus. La loi n°2013-569 du 1^{er} juillet 2013 a prorogé jusqu'au 31 décembre 2018 la possibilité de recourir au processus de conception-réalisation pour la construction de logements locatifs aidés par l'Etat.

La MIOCP est membre du groupe de travail du PREBAT "maquette numérique, BIM" animé par le PUCA. Le groupe souhaite mesurer l'intérêt pour la filière construction de ces nouveaux outils numériques et identifier les conditions de leur développement. A ce stade, la MIOCP a fait valoir que la loi MOP ne paraît pas être un obstacle pour qu'un maître d'ouvrage demande des rendus au format BIM en plus des rendus habituels.

En 2013, la Mission a répondu aux sollicitations de la DGALN sur des questions relatives aux garanties en matière de performances énergétiques, sur des propositions de groupes de travail dans le cadre des travaux "Objectifs 500 000 logements" ou encore sur des projets de propositions de loi ayant une implication en matière de maîtrise d'ouvrage publique.

Conseil Général de l'Environnement et du Développement Durable (CGEDD)

Participation au collège « Maîtrise d'ouvrage des projets »

Ce collège réactivé par le CGEDD est l'occasion de procéder à des échanges d'expérience entre les grands maîtres d'ouvrage publics, notamment dans l'objectif de mieux affirmer la professionnalisation de cette fonction. La MIQCP participe à ces échanges, riches d'enseignement pour sa réflexion sur la maîtrise d'ouvrage et les processus de réalisation des équipements publics.

CETE Nord-Picardie - SETRA

Une collaboration a démarré fin 2012 avec la MIQCP à partir d'un travail engagé par le CETE (Centre d'études techniques de l'équipement) Nord-Picardie pour le compte du SETRA (Service d'études sur les transports, les routes et leurs aménagements) sur le thème "Evaluer la qualité des ouvrages d'art". Ce travail qui s'est attaché à évaluer la qualité d'usage d'un certain nombre d'ouvrages d'art (pont, passerelles, ...) doit être complété par un travail sur l'analyse des processus. Ce travail avec l'appui de la MIQCP se poursuivra en 2014.

Ministère de la Culture et de la Communication

Direction générale des Patrimoines (DGP)

La MIQCP a contribué en 2012 et 2013, *via* la mission développement durable du Ministère de la Culture et avec la Direction générale des patrimoines, à la rédaction de la circulaire "Etat exemplaire" élaborée pour partie dans le cadre du groupe de travail n°2 "Bâtiments et énergie" piloté par le CGDD. Les outils élaborés par la MIQCP et plus particulièrement le Médiations 20 "Réhabilitation et amélioration de l'efficacité énergétique: diagnostic stratégique de patrimoine et montages d'opérations" en 2009 et le Médiations 17 "La maîtrise d'œuvre des opérations de réhabilitation de bâtiment" en 2007 devraient notamment servir de références méthodologiques pour la requalification du patrimoine.

La MIQCP a également travaillé avec la mission développement durable et la Direction générale des patrimoines à la façon d'intégrer les préoccupations architecturales et urbaines dans les audits énergétiques. Elle a ainsi participé à l'élaboration de propositions pour intégrer une approche architecturale et urbaine dans les modèles d'audits de l'ADEME (Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie).

Enfin, la direction générale des patrimoines a confié à la MIQCP en avril 2013 une mission spécifique pour contribuer à la réponse à apporter à la lettre de cadrage du Premier ministre à Madame la ministre de la culture et de la communication pour la transition écologique pour

l'année 2013 qui demandait notamment d'élaborer avec le concours de la MIQCP des propositions d'amélioration des règles et pratiques de la maîtrise d'ouvrage publique". La Mission a ainsi constitué un groupe de travail composé de professionnels, d'administrations et institutions, de maîtres d'ouvrage, tous désignés *intuitu personae*. Deux réunions de travail (4 juillet et 6 septembre 2013) ont été organisées et ont conduit à la production d'un rapport (novembre 2013) intitulé "Qualité architecturale et transition écologique – principes pour une architecture au temps du développement durable". Ce rapport s'organise en trois parties : éléments de définition d'un référentiel de valeurs, éléments de définition d'un processus et propositions d'amélioration des règles et pratiques. Il s'agit d'un rapport d'étape dont les points méritent d'être approfondis avec les différents services de l'Etat et organisations professionnelles. En 2014, ce groupe, éventuellement reconfiguré à la marge, pourra être amené à réfléchir aux fondamentaux de la ville durable.

Sollicitée par le département des bibliothèques du MCC à propos de questions de programmation des nouvelles médiathèques, la MIQCP a reçu trois des représentants du service du livre et de la lecture afin d'évoquer ensemble la question du mobilier de ces équipements et la dématérialisation des supports culturels. La Mission a confirmé l'intérêt d'élargir la mission de maîtrise d'œuvre à l'agencement mobilier, à la signalétique...

Elle est également intervenue à la demande de l'ENSSIB (école nationale supérieure des sciences de l'information et des bibliothèques) qui lance une réflexion sur cette même question pour la remise aux normes des équipements existants et pour les nouveaux projets.

Ministère de l'Économie et des Finances

Direction des affaires juridiques (DAJ)

Contribution au guide DAJ sur les prix dans les marchés publics

La MIQCP n'ayant pas été associée au groupe de travail en charge de la rédaction du guide, la version initiale du guide comportait des maladresses rédactionnelles sources d'incompréhensions dans ses considérations et recommandations concernant les prix dans les contrats de maîtrise d'œuvre. La nouvelle rédaction proposée par la MIQCP a été intégralement substituée dans la dernière édition du guide (avril 2013 version 1.1).

Ministère de l'Agriculture

Commissariat Général de la France à l'Exposition Universelle de Milan 2015

En mai 2013, le Commissaire général de la France à l'Exposition Universelle de Milan de 2015 a sollicité le conseil et l'assistance de la MIQCP pour la réalisation du Pavillon de la France. La maîtrise d'ouvrage est assurée par FranceAgriMer, établissement public sous la tutelle du ministère de l'agriculture, étant donnée la thématique de l'Exposition "nourrir la planète, énergie pour la vie".

La Mission a tout d'abord apporté son appui pour le choix par le maître d'ouvrage d'un assistant à maîtrise d'ouvrage (AMO), en participant à la commission technique d'analyse des offres.

Puis, elle a par la suite apporté son expertise pour l'organisation de la procédure de conception-réalisation ainsi que son assistance en participant à la commission technique d'analyse des candidatures puis, au jury de sélection.

Cette assistance se poursuivra en 2014, notamment pour le choix du projet.



II

ÉTUDES ET RECHERCHES

*Les recommandations et les méthodes
proposées par la MIQCP se doivent d'être
en adéquation avec les attentes
des maîtres d'ouvrage et des professionnels.*

*Pour nourrir son propos,
la Mission enquête sur les pratiques
quotidiennes des acteurs de la commande.*

*Elle organise des groupes d'échanges
dans lesquels les professionnels mettent en
perspective leurs connaissances et expériences.*

Groupe de travail sur la maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre du projet urbain

L'objectif de sensibilisation en faveur de la qualité, au regard du nombre et de la disparité des collectivités susceptibles de commander un bâtiment ou une infrastructure publique, passe par la communication. C'est ainsi que la Mission interministérielle publie régulièrement plusieurs catégories d'ouvrages : une série de guides à caractère technique, des fiches, généralement à caractère juridique, dites fiches « Médiations », ainsi que des outils pratiques d'aide à la rédaction de cahiers des charges. Ces ouvrages, habituellement diffusés en version papier, sont de plus en plus téléchargés à partir du site Internet de la Mission.

La disparition des marchés de définition du paysage juridique de la commande de maîtrise d'œuvre urbaine a laissé les collectivités maîtres d'ouvrage dans une grande expectative. Le management des opérations complexes s'est même avéré périlleux en l'absence d'une procédure qui permettrait d'éprouver plus au fond des options d'aménagement. Afin de pallier cette difficulté, la MIQCP a proposé le recours au dialogue compétitif comme procédure d'aide à la décision, à la maturation d'un contenu programmatique et au choix d'une équipe de maîtrise d'œuvre pour la réhabilitation des grands ensembles patrimoniaux ainsi que pour les opérations urbaines. Mais la réflexion qu'elle mène par ailleurs dans le cadre du programme des "Matinales" d'Attitudes Urbaines, l'a amenée à se poser plus largement la question de l'organisation de cette commande urbaine par la collectivité qui a compétence en urbanisme.

Consciente de la complexité du projet urbain et des opérations d'aménagement, et observant le plus souvent que le contrat de maîtrise d'œuvre urbaine ne garantit pas à lui seul la traçabilité des arbitrages de la collectivité maître d'ouvrage autour de ses projets opérationnels, la Mission s'est légitimement demandée quelle démarche elle devait recommander pour que les opérations d'aménagement connaissent une continuité favorable au temps long du projet urbain tout en permettant leur possible transfert de maîtrise d'ouvrage. Pour tenter d'esquisser un déroulement du processus de conception des opérations d'aménagement de bonne qualité, la MIQCP a lancé une réflexion approfondie autour du projet urbain en essayant d'examiner plus avant les mécanismes qui permettraient de conserver les arbitrages de la collectivité tout au long de la fabrication de leurs opérations d'aménagement. Elle a invité à cet effet de janvier à juillet 2012 des acteurs largement impliqués dans tous ces sujets qui gravitent autour du projet urbain pour lancer sa réflexion. Ce groupe de travail constitué s'est réuni sept fois pour faire le tour d'une question éminemment complexe dans ses nombreux aspects et tenter de proposer une démarche. Convaincue que la question de la conception du projet dépassait largement la question des choix formels et techniques, la MIQCP a amené le groupe à examiner tous les ressorts du projet. Elle a fait émerger la difficulté qu'il y a à cristalliser les politiques publiques dans une option politique cohérente pour la programmation des opérations. Elle a cheminé vers la nécessité de proposer une démarche de management de projet relevant de la collectivité et de ses prérogatives.

La démarche appelée démarche stratégique de programmation urbaine a été mise en évidence et partagée par tous les membres du groupe. Elle ambitionne une organisation de la collectivité pour mener à bien son projet ; organisation qui doit impérativement demeurer même si elle choisit à un moment du déroulement de la conception de son opération de se démettre de la maîtrise d'ouvrage. La démarche de programmation permettant à la collectivité de se réappropriier des questions qu'elle ne doit jamais déléguer la conforte dans son rôle essentiel de maître d'ouvrage. Elle la met en situation d'acteur responsable plus armé pour écrire sa commande urbaine et critiquer valablement les propositions des concepteurs. La conception spatiale proprement dite est, quant à elle, recentrée sur ses missions, répondant strictement à

un programme qui ne se cantonne pas à définir du contenu ou des performances mais s'enrichit désormais de préoccupations organisationnelles, de management de projet, de montages susceptibles de servir au mieux des ambitions.

Ces réflexions sont le fondement d'une matière que la MIQCP a développée tout au long de l'année 2013 et qu'elle a commencé à mettre en forme à travers la rédaction d'un guide consacré au projet urbain. Ce guide propose à la collectivité une posture propre à lui restituer une capacité à diriger ses projets. Il propose une démarche qui doit l'aider à définir son niveau d'ambition autour des multiples questions du projet urbain. Les membres du groupe ont fait valoir leur attachement à redonner sa place à la collectivité dans le management de ses opérations pour servir un processus de valorisation du foncier, des quartiers et de son territoire. Le guide s'attache à mettre en évidence les approches indispensables pour questionner les grands enjeux qui gravitent autour des opérations d'aménagement. Il décrit les aspects techniques et méthodologiques de la démarche de programmation dans ses articulations avec la commande de conception spatiale. Il met en évidence les rôles respectifs de ces deux ingénieries du projet opérationnel. Il propose de revisiter les procédures de commande de la programmation et de la maîtrise d'œuvre urbaine. Il initie une démarche privilégiant l'itération programme projet apte à faciliter une pleine articulation des deux ingénieries en faveur d'une approche renouvelée de la conception des opérations urbaines.

La MIQCP a participé activement à la commission " Commande publique" du CNOA qui s'est réunie une fois par mois environ.

L'année 2012 a essentiellement été consacrée à la mise à jour du guide de la commande publique de maîtrise d'œuvre qui a été diffusé en décembre de cette même année.

L'année 2013 a permis l'élaboration d'un simulateur d'évaluation des honoraires de maîtrise d'œuvre pour le bâtiment fondé sur le mode de calcul proposé par le "guide à l'intention des maîtres d'ouvrage publics pour la négociation des rémunérations de maîtrise d'œuvre" publié par la MIQCP et le ministère de l'Équipement en juin 1994 et qui fait encore aujourd'hui référence.

L'outil de simulation des honoraires, mis à jour en temps réel en fonction de l'évolution de l'indice BT01, est à la disposition des maîtres d'ouvrage publics sur le site Internet de la Mission.

A partir d'une rédaction élaborée par les professionnels de l'OPC, un groupe de travail associant toutes les composantes de la maîtrise d'œuvre a été mis en place au début de l'été 2011. Il s'est réuni depuis avec une périodicité mensuelle pour examiner en détail les clauses d'un contrat de mission OPC séparé (c'est à dire lorsque la mission OPC n'est pas confiée au maître d'œuvre). La MIQCP veille au bon équilibre des clauses du contrat ainsi qu'à leur conformité aux textes (code des marchés publics et loi MOP).

Ce travail qui s'est poursuivi durant l'année 2012 a été finalisé en 2013.

Ce groupe s'est réuni sous le nom de « Comptoir de la maîtrise d'œuvre » avec une fréquence mensuelle pour réfléchir aux conditions d'une refondation de la relation entre maîtres d'ouvrage et maîtres d'œuvre. L'objectif est, sous réserve de la mobilisation des financements nécessaires, de déboucher sur l'écriture d'un livre. La MIQCP participe assidûment aux échanges du groupe en y apportant le regard du maître d'ouvrage et ses retours d'expérience. L'année 2012 a été

Commission "Commande publique" du Conseil National de l'Ordre des Architectes (CNOA)

Modèle de contrat OPC (ordonnancement, pilotage, coordination)

Groupe de travail interprofessionnel animé par la Société Française d'Architecture

Groupe de travail avec l'association des scénographes et la fédération nationale des entreprises locales

consacrée essentiellement à la recherche de financements pour confirmer la faisabilité du projet. Le travail de rédaction du document a démarré en 2013. Cette dernière année a aussi permis l'audition de maîtres d'ouvrage pour recueillir leurs points de vue et attentes.

Les travaux du groupe qui avaient pour objectif d'élaborer un guide méthodologique sur la conduite des projets d'exposition à l'attention des collectivités et professionnels concernés ont été poursuivis en 2012 et finalisés en 2013. La MIQCP a participé avec assiduité à ce travail en étant attentive aux responsabilités respectives de la maîtrise d'ouvrage et de la maîtrise d'œuvre, aux procédures de commande et à un équilibre des relations contractuelles entre les partenaires.

Le guide aborde successivement le projet d'exposition, ses acteurs, la chaîne de production, les procédures de commande et les contrats. Il comportera en outre des annexes significatives, en particulier un glossaire. Une première version de ce document est mise à disposition des publics concernés sur le site Internet de la Mission.

La MIQCP espère que ce guide permettra de répondre aux interrogations des maîtres d'ouvrage qui réalisent des projets d'expositions, en particulier dans le cadre d'opérations d'équipements culturels.

Groupe de travail sur le contenu et la place du programme dans les procédures globales

Deux réunions de travail avec des membres du CINOV-SYPAA (syndicat professionnel des programmistes) ont été organisées en 2013. Il a été convenu de rédiger un document de recommandations consacré à la spécificité de la démarche de programmation préalable à la passation de contrats globaux (conception-réalisation, CREM...) et de voir en quoi elle diffère de la programmation en mode traditionnel (en loi MOP).

Comité de qualification OPQIBI

Depuis 2012, la MIQCP, soucieuse de la professionnalisation de la maîtrise d'ouvrage, est membre du comité n°1 de qualification de l'OPQIBI consacré aux domaines de l'assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO), de la programmation, du management de projet, de l'ingénierie des équipements de loisirs, culture et tourisme. Ce comité se réunit 4 à 5 fois par an.

Groupe de travail sur la garantie de performance énergétique (Apogée)

Des premiers travaux menés en 2012 dans le cadre du Plan Bâtiment Grenelle suivis par la MIQCP se sont concrétisés par un premier rapport faisant émerger la notion de garantie de performance énergétique intrinsèque (GPEI) et de garantie de résultat énergétique (GRE).

En novembre 2012, le président du Plan Bâtiment Durable a demandé à un groupe de travail piloté par Michel Huet (avocat) et Michel Jouvent (délégué général d'Apogée) de faire des propositions pour la mise en œuvre de ces garanties. Plus précisément, deux sous-groupes de réflexion ont été constitués. L'un a travaillé sur l'établissement d'une méthode pratique de mise en œuvre de la GPEI qui a conduit à l'élaboration d'une charte signée par de nombreux partenaires s'engageant à retenir la démarche, l'autre a travaillé sur la limitation du risque d'application de la responsabilité civile décennale en cas de non respect des engagements pris au titre des garanties, ce dernier ayant débouché sur la rédaction d'un projet de texte modifiant le code de la construction et de l'habitat. La MIQCP a participé assidûment à ces travaux en faisant valoir son expertise et sa réflexion sur ces questions.

La Mission participe régulièrement aux réunions du groupe "offres globales" organisées par Apogée qui enrichissent ses connaissances sur la pratique des maîtres d'ouvrage, des professionnels et sur leurs difficultés dans le cadre des opérations de construction.

Groupe de travail sur les dossiers de candidatures

Lors de la réunion annuelle le 16 mars 2012, les architectes consultants de la MIQCP ont demandé que soit menée une réflexion sur la composition des dossiers de candidatures des maîtres d'œuvres répondant à des consultations publiques de maîtrise d'œuvre.

Une réunion a été organisée le 7 juin réunissant plus d'une dizaine d'architectes consultants et a permis de définir un contenu-type de dossier de candidature. Ce travail a été soumis à l'avis des architectes consultants lors de la réunion annuelle du 11 février 2013. Ces propositions validées sont désormais incluses dans les recommandations de la MIQCP.

Comité d'application HQE-Aménagement de Certivea

La Mission, attachée à la qualité des processus de déroulement des projets urbains siège dans le comité au titre du collège des institutions et apporte son expertise au travail de certification du comité.

Conseils et recommandations

Le concours de maîtrise d'œuvre : dispositions réglementaires et modalités pratiques d'organisation

La MIQCP depuis ses débuts est convaincue de la pertinence de la procédure du concours pour l'attribution des marchés de maîtrise d'œuvre. Ainsi après avoir participé à l'expérimentation puis à la réglementation de cette procédure, elle s'est attachée, au-delà de son action sur les textes, à donner à la maîtrise d'ouvrage des recommandations pour sa mise en œuvre.

Ces recommandations sont le résultat des échanges permanents que la mission entretient avec la maîtrise d'ouvrage et les professionnels. Elles visent à tirer le meilleur parti de ce processus de choix de la maîtrise d'œuvre.

La MIQCP a élaboré ces dernières années des documents sur ce sujet :

- fiche Médiations 14.1 dédiée à la procédure de concours ;
- outil pratique N°1 présentant un exemple commenté d'avis et de règlement de concours ;
- guide sur les prestations et primes en concours.

En 2011, la Mission a souhaité diffuser encore plus largement toute cette expérience acquise au fil des ans et a décidé de rédiger un guide complet dédié au concours reprenant d'une part, toutes les dispositions réglementaires s'appliquant à cette procédure et d'autre part, toutes les recommandations de la MIQCP en la matière.

Ce guide "Le concours de maîtrise d'œuvre : dispositions réglementaires et modalités pratiques d'organisation" a fait l'objet d'une diffusion au premier trimestre 2012 et est disponible sur le site Internet de la Mission.

La MIQCP espère qu'il conduira à des concours encore mieux organisés favorisant ainsi cette recherche permanente d'amélioration de la qualité des constructions publiques.

Actualisation du Médiations 11-1

Suite à la nouvelle écriture de l'article 74 du code des marchés publics, la MIQCP a actualisé sa fiche Médiations 11-1 dédiée à la procédure adaptée pour la passation des marchés de maîtrise d'œuvre au-dessous des seuils européens. Ce document développe en particulier l'exemple d'une mise en concurrence adaptée sans remise de prestations qui sera le plus souvent retenue par le maître de l'ouvrage. La mission explicite deux scénarios de déroulement de procédure adaptée sans remise de prestations fondés sur une procédure restreinte comportant une première phase de sélection des candidats et une seconde phase de négociation. La mission recommande en particulier le choix de critères pertinents autres que celui du montant des honoraires pour choisir son partenaire maître d'œuvre en faisant valoir que c'est avant tout l'aptitude de la maîtrise d'œuvre à comprendre et à répondre à la demande du maître de l'ouvrage qui prévaut pour construire un équipement de qualité.

La Mission rappelle par ailleurs que, dès lors que le maître de l'ouvrage souhaite un début de projet dans le cadre de la mise en concurrence, le concours est pertinent. Enfin, la MIQCP évoque les fondements d'une mise en concurrence basée sur la remise d'intentions architecturales qui sera pertinente seulement dans l'hypothèse où le programme de la maîtrise d'ouvrage comporte des alternatives à expertiser et dans le cas où la maîtrise d'ouvrage possède une pratique professionnelle aguerrie ou est soutenue par une assistance performante, comme par exemple un CAUE.

Cette fiche Médiations 11-1 finalisée fin 2012 a été diffusée début 2013.

Actualisation du Médiations 12-1

Le décret 2011-1000 du 25 août 2011 a modifié l'article 74 du code des marchés publics dédié aux procédures de passation des marchés de maîtrise d'œuvre. La nouvelle rédaction de l'article 74 a en particulier eu pour objet de favoriser le recours à la procédure négociée spécifique de maîtrise d'œuvre, plus pertinente que l'appel d'offres. Elle introduit l'obligation de recourir à cette procédure dès lors qu'elle est autorisée par les dispositions de l'article 35 du dit code. Aussi, la MIQCP a-t-elle en conséquence en 2013 réactualisé sa fiche Médiations 12-1 consacrée à la procédure négociée de maîtrise d'œuvre. La fiche précise en premier lieu le champ de cette obligation nouvelle en expliquant comment s'articulent les dispositions autorisant la procédure négociée et celles de l'article 74 sur le recours à la dite procédure. Le propos explicite, en particulier, que pour une opération de réhabilitation de bâtiment, la procédure négociée devra être retenue, sauf à mettre en œuvre une procédure de concours, voire de dialogue compétitif si les conditions sont réunies. Par ailleurs, cette fiche rappelle les éléments importants conduisant au bon déroulement de la procédure devant aboutir au meilleur choix de son partenaire, maître d'œuvre. Les mentions essentielles de l'avis de publicité sont évoquées et les étapes significatives de la négociation sont soulignées. Le document comporte des annexes qui ont pour objet de faciliter le bon déroulement de la phase de sélection des candidats dans laquelle intervient le jury et de la phase de négociation.

Ce Médiations 12-1 a été remis lors de formations animées par la Mission. Il est consultable sur le site Internet de la MIQCP et a été diffusé fin 2013.



III

MISSIONS AUPRÈS DES MAÎTRES D'OUVRAGE PUBLICS

La mission première de la MIQCP est d'aider à mettre en place les conditions de la qualité des ouvrages édifiés pour le compte des collectivités publiques. A ce titre, elle assure un rôle de conseil, d'information et de sensibilisation auprès des maîtres d'ouvrage publics et des prestataires qu'ils associent à leurs projets.

Les architectes consultants

CONSEIL ET ASSISTANCE À LA MAÎTRISE D'OUVRAGE

La préoccupation constante de la MIQCP est de se mettre au service des professionnels de la maîtrise d'ouvrage et de la maîtrise d'œuvre. L'activité de conseil et d'assistance au quotidien, malgré les fortes contraintes qu'elle implique, lui permet, outre le service rendu, de conserver une connaissance fine de la réalité des pratiques et de mesurer les attentes particulières des acteurs de la commande architecturale et urbaine.

La Mission interministérielle s'est attachée, depuis ses origines, le concours d'architectes libéraux. Les architectes consultants de la MIQCP, professionnellement reconnus, sont appelés à l'aider ponctuellement dans ses travaux de réflexion sur les processus de commande, mais sont surtout amenés à la représenter dans les jurys de concours organisés par les maîtres d'ouvrage publics qui font appel à la Mission.

L'année 2011 avait été l'occasion de lancer une consultation pour renouveler le marché des architectes consultants. 50 architectes avaient été retenus dont 24 "nouveaux". Ces derniers ont été spécifiquement accueillis le 17 février 2012.

Après avoir présenté la Mission et ses permanents, il a été rappelé aux nouveaux consultants les enjeux et contours de leur mission et les obligations qui leur sont faites lors de leur participation à des jurys d'architecture. Le mémento des architectes consultants qui décrit les principes fondamentaux du travail d'un juré représentant de la MIQCP lors d'un jury de concours, ainsi que la lettre envoyée aux maîtres d'ouvrage pour désigner l'architecte consultant, ont été revus à l'occasion de ce renouvellement.

Comme chaque année, l'ensemble des architectes consultants, qui venaient de signer avec la MIQCP leur nouveau contrat pour une période de quatre ans, a ensuite été réuni le 16 mars 2012 à la Grande Arche de la Défense.

Parmi les thèmes d'échanges ont été abordées les questions du projet urbain, des missions de maîtrise d'œuvre dans le cadre du développement durable, de l'actualité juridique, ... L'introduction du dialogue compétitif dans le champ de la commande de maîtrise d'œuvre urbaine ou de réhabilitation du patrimoine a été notamment abordée.

Une journée spécifique de formation à la loi MOP et au code des marchés publics a été organisée à l'attention des architectes consultants le 1er juin 2012. Cette journée a permis de rappeler les fondamentaux de la commande publique, les particularités des procédures de commande de prestation intellectuelle de maîtrise d'œuvre, et de sensibiliser sur les subtilités des différentes procédures qui conduisent au contrat de maîtrise d'œuvre.

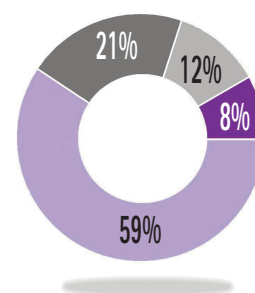
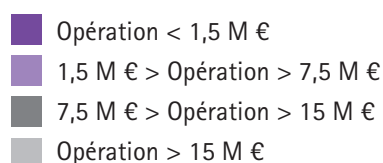
En 2013, la journée annuelle des architectes consultants a eu lieu le 11 février. Elle a permis d'échanger sur la procédure de conception-réalisation à partir de la présentation d'expériences et de l'actualité liée à la prorogation ou non de l'exception appliquée au logement social. Les recommandations pour les marchés en procédure adaptée (MAPA) ont

été présentées à partir de l'actualisation du Médiation 11.1 "Quelles procédures adaptées pour la passation des marchés de maîtrise d'œuvre par les pouvoirs adjudicateurs, maîtres d'ouvrage, au-dessous des seuils européens ?" MIQCP, 2012. Ceci a été également l'occasion de débattre sur la pertinence et le contenu de la réactualisation du Médiation 11.2 "En procédure adaptée, comment choisir une maîtrise d'œuvre à partir d'une "intention architecturale" ?"

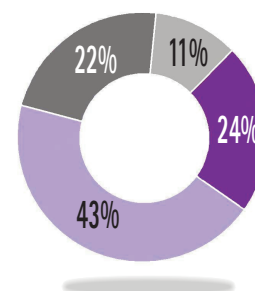
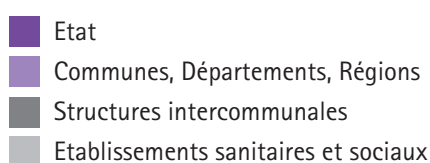
Intervention dans les jurys

Les architectes consultants ont participé en 2012 à 180 et en 2013 à 187 réunions de jury. La liste de celles-ci, montrant la diversité des opérations pour lesquelles la MIQCP est sollicitée, figure dans les pages suivantes.

• En fonction du montant des opérations :



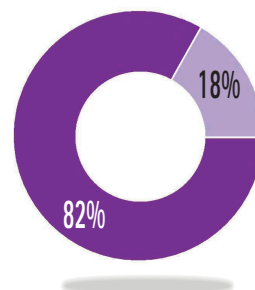
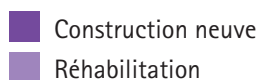
• En fonction de la nature du maître d'ouvrage :



On constate que 76% des interventions des architectes consultants sont effectuées pour le compte des collectivités territoriales et de leurs établissements publics.

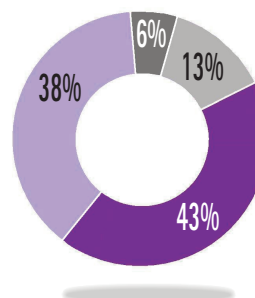
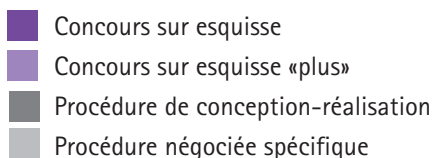
Ce résultat est proche de celui mesuré par la MIQCP dans le cadre d'enquêtes effectuées sur une dizaine d'années, à partir des annonces parues dans le BOAMP. En effet, ces enquêtes montraient que 85% à 90% des consultations de maîtrise d'œuvre sont lancées par les collectivités territoriales.

• *En fonction de la nature de l'opération :*



Les résultats issus des enquêtes précitées situaient la part du neuf entre 60% et 70% suivant les années. Le fait que les architectes-consultants soient essentiellement appelés dans les procédures de concours explique que la part du neuf représente un pourcentage encore plus élevé (82%) pour les opérations suivies par la Mission, le concours étant obligatoire pour les opérations de constructions neuves au-dessus des seuils européens.

• *En fonction du mode de consultation :*



Les architectes-consultants de la MIQCP interviennent le plus souvent dans des jurys de concours ; c'est l'activité principale et traditionnelle de ces consultants.

Rappelons que cette présence de la MIQCP dans les consultations de maîtrise d'œuvre constitue une source importante d'informations en provenance du terrain et essentielle pour l'élaboration des recommandations de la Mission.

La participation des architectes consultants aux jurys

DATE	VILLE	OPÉRATION	MAITRE D'OUVRAGE	TYPE DE RÉUNION*	CONSULTANT
JANVIER 2012					
06/01	SALINS-LES-BAINS	Construction de nouveaux thermes	Ville de Salins-les-Bains	S	Bougéard
06/01	VESOUL	Extension du Palais de Justice	Ministère de la Justice	S	Berlottier
06/01	FONTENAY-AUX-ROSES	Construction d'un conservatoire de musique et danse	Communauté d'Agglo. Sud de Seine	J	Dubor
12/01	DINAN	Construction du siège social de Dinan-Habitat	OPH Dinan-Habitat	J	Warnant
17/01	CLERMONT-FERRAND	Construction de 54 logements sociaux	Logidome	C-R	Colombier
24/01	REIMS	Construction d'un équipement public dans le quartier Croix-Rouge	Ville de Reims	S	Dubois
27/01	AMIENS	Rénovation du musée de Picardie	Amiens Métropole	J	Bonneville
31/01	SAINT-JEAN-DE-LUZ	Construction d'une école maternelle	Ville de Saint-Jean-de-Luz	J	Warnant
FÉVRIER 2012					
02/02	ORSAY	Restructuration et ext. de de la faculté de médecine du Kremlin-Bicêtre	Université Paris-Sud	S	Chotteau
06/02	NANTES	Construction d'une salle sportive à Rezé	Nantes Métropole	S	Chassais
08/02	NANTERRE	Reconstruction d'un collège à Rueil-Malmaison	Conseil général des Hauts-de-Seine	S	Javal
12/02	MALAKOFF	Construction de bâtiments administratifs et de recherche	ENSAE ParisTech	S	Chassais
13/02	GRENOBLE	Extension du bâtiment de physique de l'université de Grenoble	Université Joseph Fourier - Grenoble	J	Deshoulières
13/02	DOLE	Aménagement d'un pôle d'échange multimodal à la gare	Communauté d'Agglo. Grand Dole	S	Spitz
15/02	PARIS	Restructuration/extension du cantonnement de CRS de Chevilly-Larue	Préfecture de Police de Paris	S	Berlottier
16/02	STRASBOURG	Aménagement d'une salle des fêtes	Ville de Strasbourg	PNS	Bonneville
24/02	DÔLE	Aménagement et construction d'un quartier durable	OPH de Dôle	J	Chapuis
27/02	FRANGY	Rénovation et restructuration du centre-bourg	Ville de Frangy	J	Spitz
28/02	SAINT-LYS	Construction d'une maison des associations et de la culture	Ville de Saint-Lys	J	Colombier
MARS 2012					
06/03	REIMS	Construction d'un équipement public à Orgeval	Ville de Reims	S	Warnant
06/03	BRIGNOLES	Transfert du Tribunal d'instance	Ville de Brignoles	J	Daniel
07/03	GUYANCOURT	Construction d'un groupe scolaire	Ville de Guyancourt	S	Berlottier
08/03	GRENOBLE	Construction de trois bâtiments sur le campus	Université de Grenoble	A	Duchier
08/03	BOULOGNE-BILLANCOURT	Construction et restructuration du musée Albert-Kahn	Conseil général des Hauts-de-Seine	S	Daniel
09/03	DIJON	Réhabilitation et mise aux normes d'un bâtiment	DRFIP Bourgogne	S	Bonneville
09/03	LESTIOU	Construction d'un groupe scolaire	SIVOS Avaray-Lestiou	J	Deshoulières
12/03	VILLENEUVE-D'ASCQ	Reconversion de l'EPE en centre éducatif fermé	DIPJJ Grand-Nord	S	Chassais
12/03	SAINT-OUEN	Regroupement de services administratifs communaux	Ville de Saint-Ouen	S	Dubois
13/03	PARIS	Extension d'un restaurant universitaire	CROUS de Paris	J	Colombier
15/03	LE BLANC	Construction d'une salle polyvalente	Ville de Le Blanc	S	Plaze
15/03	CHATENAY-MALABRY	Construction d'un centre de PMI	Conseil général des Hauts-de-Seine	S	Javal
15/03	VERSAILLES	Construction du siège de la DDPP	Préfecture des Yvelines	J	Dubor
15/03	SAINTE-EGRÈVE	Construction de bâtiments des pôles d'hospitalisation	Centre hospitalier Alpes-Isère	J	Guyard
20/03	GRAND-COURONNE	Réhabilitation de l'Institut médico-éducatif Les Montées	IME Les Montées	S	Warnant
20/03	STAINS	Construction d'un centre social / Extension d'une école maternelle	Ville de Stains	S	Deshoulières
20/03	PARIS	CREM du siège de la DRPJ	Préfecture de Police de Paris	C-R	Guffroy
21/03	REIMS	Construction du musée des Beaux-Arts	Ville de Reims	S	Chassais
22/03	REIGNIER-ESERY	Construction d'un groupe scolaire	Ville de Reignier-Esery	S	Bougéard
22/03	LONGVIC	Construction d'un équipement sportif	Ville de Longvic	S	Le Bouteiller
23/03	ISSOUDUN	Restructuration d'un EHPAD	Centre hospitalier La Tour Blanche	S	Bugaut
27/03	FREJUS	Rénovation et extension de l'EHPAD de la maison de santé de Fréjus	Caisse nationale militaire de Sécurité Sociale	S	Nicolas

*S : Sélection des candidats
J : Jugement
PNS : Procédure Négociée Spécifique
C-R : Conception-Réalisation
A : Autres

DATE	VILLE	OPÉRATION	MAITRE D'OUVRAGE	TYPE DE RÉUNION*	CONSULTANT
27/03	MONTVILLIERS	Construction d'un complexe cinématographique	Ville de Montvilliers	J	Bouchez
28/03	STRASBOURG	Extension de la restauration scolaire de l'école de la Meinau	Ville de Strasbourg	J	Reichardt
30/03	MONTVILLIERS	Réaménagement des services techniques municipaux	Ville de Montvilliers	S	Bougeard
30/03	LUC-SUR-MER	Aménagement du littoral	Ville de Luc-sur-Mer	A	Chotteau
AVRIL 2012					
04/04	AIX-EN-PROVENCE	Construction de la nouvelle sous-préfecture	Préfecture des Bouches-du-Rhône	S	Yedid
11/04	BORDEAUX	Construction de locaux destinés à la plate forme Optopath	INSERM Bordeaux	S	Digard
13/04	ANTONY	Construction d'un complexe sportif	Ville d'Antony	S	Bonneville
13/04	GRENOBLE	Construction de l'école de l'Énergie GREEN-ER	Université de Grenoble	A	Duchier
17/04	SAINT-BRIEUC	Pôle d'échange multimodal et aménagements urbains	Saint-Brieuc Agglomération	S	Colombier
17/04	PARIS	Construction d'un campus diplomatique à Abuja (Nigéria)	Ministère des affaires étrangères	J	Loiret
18/04	VALENCIENNES	Construction d'un hôtel de Police	SGAP de Lille	S	Delord
18/04	SAINT-CERGUES	Construction d'un équipement multifonctionnel	Ville de Saint-Cergues	S	Tessier
18/04	PRIVAS	Aménagement scénographique du Centre de Découverte	Conseil général de l'Ardèche	S	Renaud
18/04	DUGNY	Construction d'un centre de loisirs primaire	Ville de Dugny	J	Colombier
26/04	NÎMES	Construction d'un musée de la Romanité	Ville de Nîmes	J	Fanzutti
MAI 2012					
02/05	POINTE-À-PITRE	Reconstruction du CHU	CHU de Pointe-à-Pitre	J	Warnant
04/05	GUYANCOURT	Construction d'un groupe scolaire	Ville de Guyancourt	J	Berlottier
09/05	SÈVRES	Reconstruction des réservoirs et de la station de Bruyères	Syndicat des eaux d'Île-de-France	S	Dubor
10/05	CHILLY-MAZARIN	Restructuration-extension du conservatoire de musique et de danse	Ville de Chilly-Mazarin	J	Dubor
10/05	ROUBAIX	Construction d'un bâtiment pôle enfant et réanimation	Centre hospitalier de Roubaix	J	Le Bouteiller
11/05	BANNALEC	Construction d'une maison de l'enfance	Ville de Bannalec	J	Plaze
14/05	BORDEAUX	Reconstruction d'un collège	Conseil général de la Gironde	J	Deshoulières
15/05	SAINTE-MARIE	Construction de logements sociaux	SA HLM OZANAM	S	Alluin
16/05	MAGNY-LE-HONGRE	Construction d'un groupe scolaire	Syndicat d'Agglo. Nouvelle Val d'Europe	S	Hannouz
21/05	LE BLANC	Construction d'une salle polyvalente	Ville de Le Blanc	J	Plaze
22/05	VIF	Construction d'une gendarmerie	Ville de Vif	S	Fernand
24/05	BOULOGNE-BILLANCOURT	Construction d'un commissariat de sécurité de proximité	Préfecture de Police de Paris	S	Dubor
25/05	COURCOURONNES	Construction d'un centre social	Ville de Courcouronnes	S	Guffroy
25/05	BORDEAUX	Regroupement des services de HGE du CHU de Bordeaux	CHU de Bordeaux	S	Zanassi
29/05	DOLE	Construction du centre d'incendie et de secours	SDIS du Jura	S	Courcier
29/05	PARIS	Restructuration de cinq niveaux de l'hôpital Saint-Antoine	INSERM	S	Dubor
JUIN 2012					
05/06	STRASBOURG	Construction d'une base technique	Communauté urbaine de Strasbourg	S	Mikou
06/06	TOULON	Construction d'une maison de santé	CNMSS	J	Warnant
07/06	NANTES	Construction de la tour de contrôle de l'aéroport ND-des-Landes	Service de la navigation Ouest	C-R	Guffroy
08/06	LUC-SUR-MER	Aménagement du littoral	Ville de Luc-sur-Mer	A	Chotteau
11/06	SAINT-JEAN-DE-BRAYE	Construction d'une piscine	Ville de Saint-Jean-de-Braye	S	Joly
12/06	MONTVILLIERS	Construction d'un terrain de football	Ville de Montvilliers	S	Chambias
13/06	PARIS	Construction d'un centre de recherche	INSERM	S	Zanassi
14/06	LAUTERBOURG	Restructuration de la demi-pension du collège Georges Holderith	Conseil général du Bas-Rhin	S	Dubois
19/06	CHAMPAGNOLE	Construction d'un centre aquatique	Co. de communes Champagnole Jura	S	Lenglart
19/06	CHÂTEAULIN	Construction d'un EHPAD	Ville de Châteaulin	S	Renaud
19/06	STAINS	Construction d'un centre social et extension d'une école maternelle	Ville de Stains	J	Deshoulières
20/06	POINTE-À-PITRE	Reconstruction du CHU	CHU de Pointe-à-Pitre	J	Warnant
21/06	AUBAGNE	Construction d'un bâtiment public	DRSID	S	Frédéric
26/06	ARCUEIL / GENTILLY	Réaménagement d'une place intercommunale	Communauté d'Agglo. du Val-de-Bièvre	S	Mikou

DATE	VILLE	OPÉRATION	MAITRE D'OUVRAGE	TYPE DE RÉUNION*	CONSULTANT
27/06	PARIS	Construction d'un bâtiment de formation - Université Paris-Ouest	Conseil régional Île-de-France	J	Daniel
28/06	DIEPPE	Construction d'un EHPAD	Centre hospitalier de Dieppe	C-R	Desmoulin
29/06	SAINT-QUEN	Regroupement de services administratifs communaux	Ville de Saint-Ouen	J	Dubois
29/06	ANNECY	Construction d'un centre d'exposition	Communauté d'Agglo. d'Annecy	S	Stoffel
29/06	ELBEUF	Construction d'un EHPAD	CHI d'Elbeuf	S	Le Bouteiller
29/06	ESPALLION	Construction d'un complexe couvert multisports	Ville d'Espallion	S	Warnant
JUILLET 2012					
03/07	VILLENEUVE-SAINT-GEORGES	Construction d'un groupe scolaire	Ville de Villeneuve-Saint-Georges	S	Digard
06/07	ISSOUDUN	Restructuration de l'EHPAD	Centre hospitalier La Tour Blanche	J	Bugaud
11/07	EVRY	Construction de locaux dans un collège à Saint-Martin-sur-Orge	Conseil général de l'Essonne	J	Zanassi
13/07	BRON	Réhabilitation d'un laboratoire	INSERM Rhône-Alpes	S	Jumeau
13/07	EVREUX	Construction d'une salle de sports et de spectacle	Ville d'Evreux	J	Bonneville
17/07	STRASBOURG	Construction de quatre vestiaires et de deux club-houses	Communauté urbaine de Strasbourg	S	Meinhardt
19/07	AIX-EN-PROVENCE	Construction de la nouvelle sous-préfecture	Préfecture des Bouches-du-Rhône	J	Decaris
23/07	PARIS	Construction d'un centre de recherche	INSERM	J	Zanassi
26/07	PARIS / MALAKOFF	Construction d'un bâtiment de logements à Malakoff	Préfecture de Police de Paris	S	Challes
AOÛT 2012					
28/08	STRASBOURG	Construction du nouveau siège de la CAF du Bas-Rhin	CAF du Bas-Rhin	S	Coste
SEPTEMBRE 2012					
04/09	CANY-BARVILLE	Construction d'un golf	Co. de communes de la Côte d'Albâtre	S	Loiret
04/09	GUEBWILLER	Construction d'un centre aquatique	Co. de communes de la région de Guebwiller	S	Tessier
05/09	MONTESSON	Construction de la maison des arts martiaux	Ville de Montesson	S	Decaris
06/09	LAON	Restructuration et extension du musée du Chemin des Dames	Conseil général de l'Aisne	S	Fichet
07/09	PARIS	Réhabilitation d'un immeuble en locaux administratifs - Musée Picasso	OPPIC	PNS	Le Bouteiller
07/09	NOGENT-LE-ROTHOU	Construction d'un centre de loisirs	Ville de Nogent-le-Rothou	S	Chotteau
12/09	LEZIGNAN-CORBIÈRES	Construction d'une médiathèque	Ville de Lezignan-Corbières	S	Warnant
12/09	CHÂTEAULIN	Construction d'un centre administratif	Co. de communes du Pays de Châteaulin	S	Ferland
17/09	ARGELÈS-SUR-MER	Construction d'un siège communautaire	Co. de communes des Albères	S	Renaud
19/09	SAINT-BRIEUC	Pôle d'échange multimodal et aménagements urbains	Saint-Brieuc Agglomération	J	Colombier
19/09	ANTONY	Construction d'un complexe sportif	Ville d'Antony	J	Bonneville
20/09	VESOUL	Restructuration-extension du Palais de Justice de Vesoul	Ministère de la Justice	J	Berlottier
20/09	COURCOURONNES	Construction d'un centre social	Ville de Courcouronnes	J	Guffroy
20/09	LAVAL	Construction de la passerelle du pôle d'échange multimodal de la gare	Ville de Laval	S	Le Bouteiller
21/09	GRENOBLE	Renouvellement du campus : construction de trois bâtiments	Université de Grenoble	A	Duchier
25/09	SELESTAT	Construction d'une centre archéologique	Pôle d'archéologie interdépartemental rhénan	S	Decaris
OCTOBRE 2012					
02/10	STRASBOURG	Extension du bâtiment de l'III Tennis Club	Ville et communauté urbaine de Strasbourg	S	Zanassi
03/10	SAINT-CERGUES	Construction d'un équipement multifonctionnel	Ville de Saint-Cergues	J	Tessier
03/10	LE-GRAND-BORNAND	Réhabilitation du centre de la Mazerie	Conseil général de Haute-Savoie	S	Renaud
05/10	SAMOENS	Construction d'une patinoire semi-couverte	Ville de Samoens	S	Zanassi
09/10	PUY-L'ÉVÊQUE	Création de 14 lits EHPAD	EHPAD Les Lavandes	S	Le Bouteiller
10/10	STRASBOURG	Construction d'un gymnase	Communauté urbaine de Strasbourg	S	Deshoulières
10/10	ARQUES	Restauration de l'ascenseur à bateaux des Fontinelles	Communauté d'Agglo. de Saint-Omer	S	Tessier
12/10	AMIENS	Construction d'une maison de la petite enfance	Ville d'Amiens	S	Lefebvre
12/10	MOSHEIM-MUTZIG	Construction d'une piscine	Co. de communes de la région de Molsheim	S	Jumeau
12/10	DOLE	Construction du centre d'incendie et de secours de Dole	SDIS du Jura	J	Coursier
17/10	SEPTÈMES-LES-VALLONS	Construction d'une médiathèque normative	Ville de Septèmes-les-Vallons	S	Courcier

DATE	VILLE	OPÉRATION	MAITRE D'OUVRAGE	TYPE DE RÉUNION*	CONSULTANT
18/10	CHAMPAGNOLE	Construction d'un centre aquatique	Co. de communes Champagnole Jura	J	Lenglard
18/10	MONTVILLIERS	Construction d'un terrain de football	Ville de Montvilliers	J	Chambblas
18/10	SAINT-JEAN-DE-BRAYE	Construction d'une piscine	Ville de Saint-Jean-de-Braye	J	Joly
23/10	STRASBOURG	Construction d'une base technique	Communauté urbaine de Strasbourg	J	Mikou
23/10	REIMS	Restructuration d'un groupe scolaire	Ville de Reims	S	Loiret
23/10	LEZOUX	Construction d'une médiathèque intercommunale	Co. de communes entre Dore et Allier	S	Bugaut
24/10	VIF	Construction d'une gendarmerie	Ville de Vif	J	Fernand
24/10	PRIVAS	Aménagement scénographique de Centre de découverte	Conseil général de l'Ardèche	J	Renaud
24/10	DOLE	Construction d'un établissement flottant	Communauté d'Agglo. Grand Dole	S	Coste
25/10	GRENOBLE	Construction d'un bâtiment	CHU de Grenoble	J	Bugaut
26/10	SAINT-OMER	Réhabilitation d'un bâtiment	Communauté d'Agglo. de Saint-Omer	S	Meinhardt
29/10	BOULOGNE-BILLANCOURT	Construction et restructuration du musée Albert-Kahn	Conseil général des Hauts-de-Seine	J	Daniel

NOVEMBRE 2012

13/11	LA HAGUE	Rénovation et extension du planétarium	Co. de communes de La Hague	S	Desmoulin
13/11	MOLSHEIM	Construction d'une demi-pension au collège Bugatti	Conseil général du Bas-Rhin	S	Colombier
16/11	VIERZON	Construction d'une nouvelle usine d'eau potable	Ville de Vierzion	S	Chambblas
16/11	LUC-SUR-MER	Aménagement du littoral	Ville de Luc-sur-Mer	A	Chotteau
20/11	LYON	Construction d'une zone pour véhicules blindés de combat	ESID de Lyon	S	Spitz
22/11	STRASBOURG	Construction de quatre vestiaires et de deux club houses	Communauté urbaine de Strasbourg	J	Meinhardt
22/11	VERSAILLES	Construction du siège de la DDPP	DDT des Yvelines	S	Dubor
23/11	NANTERRE	Réaménagement de l'aire de service du parc André Malraux	Conseil général des Hauts-de-Seine	S	Zanassi
23/11	TAVAU	Construction de 16 logements locatifs	Dole du Jura Habitat	S	Yedid
26/11	ARCUEIL / GENTILLY	Réaménagement d'une place intercommunale	Communauté d'Agglo. Val de Bièvres	S	Tessier
27/11	PARAY-VIEILLE-POSTE	Restructuration de la cuisine centrale et des salles du site Jules Ferry	Communauté d'Agglo. Les Portes de l'Essonne	S	Digard
27/11	STRASBOURG	Restructuration et extension de l'école élémentaire Louvois	Communauté urbaine de Strasbourg	S	Bonneville
27/11	CORTE	Construction d'un centre culturel	Ville de Corte	S	Delord
27/11	LAUTERBOURG	Restructuration de la demi-pension du collège Holderith	Conseil général du Bas-Rhin	J	Dubois
28/11	CAUBEDEC-LÈS-ELBEUF	Réaménagement d'un parc urbain et construction d'un équipement sportif	Ville de Caubedec-lès-Elbeuf	S	Lefebvre
28/11	CHATENAY-MALABRY	Construction d'un centre de PMI	Conseil général des Hauts-de-Seine	J	Javal
28/11	BORDEAUX	Regroupement des services de HGE du CHU de Bordeaux	CHU de Bordeaux	J	Zanassi
29/11	PARIS	CREM du siège de la DRPJ de Paris	Préfecture de Police de Paris	J	Delord
30/11	ANNECY	Construction d'un centre d'exposition	Communauté d'Agglo. d'Annecy	J	Stoffel

DECEMBRE 2012

01/12	STRASBOURG	Construction d'un nouveau parc des expositions	Communauté urbaine de Strasbourg	S	Bouchez
06/12	SEGRÉ	Construction du pôle de santé de Segré	Centre hospitalier du Haut-Anjou	S	Fernand
06/12	STRASBOURG	Construction du nouveau siège de la CAF du Bas-Rhin	CAF du Bas-Rhin	J	Coste
07/12	TOULON	Construction d'une maison de santé	CNMSS	J	Meinhardt
07/12	VALENCE	Réhabilitation du bâtiment central de Latour-Maubourg / ESAD	Communauté d'Agglo. Valence-Romand Sud	A	Drevet
10/12	DOLE	Couverture, réhabilitation et extension d'un centre aquatique	Grand Dole	S	Franzen
12/12	SEPTÈMES-LES-VALLONS	Construction de la médiathèque normative	Ville de Septèmes-les-Vallons	J	Courcier
12/12	LEZIGNAN-CORBIÈRES	Construction d'une médiathèque	Ville de Lezignan-Corbières	J	Warnant
13/12	LAVAL	Construction de la passerelle du pôle d'échange multimodal de la gare	Ville de Laval	J	Le Bouteiller
14/12	ELBEUF	Construction d'un EHPAD	CHI d'Elbeuf	J	Le Bouteiller
14/12	VALENCE	Réhabilitation du bâtiment central de Latour-Maubourg / ESAD	Communauté d'Agglo. Valence-Romans Sud	S	Drevet
18/12	CHÂTEAULIN	Construction d'un centre administratif	Co. de communes du Pays de Châteaulin	J	Franzen
18/12	CAUSSADE	Construction d'un centre aquatique	Co. de communes Quercy caussadais	S	Warnant
18/12	SAINT-MARIE	Construction de logements sociaux	SA HLM OZANAM	J	Alluin
18/12	SÈVRES	Reconstruction des réservoirs et de la station de Bruyères	Syndicat des eaux Île-de-France	J	Dubor
18/12	CANY-BARVILLE	Construction d'un golf	Co. de communes de la Côte d'Albâtre	J	Loiret

DATE	VILLE	OPÉRATION	MAITRE D'OUVRAGE	TYPE DE RÉUNION*	CONSULTANT
19/12	SABLÉ-SUR-SARTHE	Restructuration du collège Anjou phase 2	Conseil général de la Sarthe	S	Mikou
20/12	BOULOGNE-BILLANCOURT	Construction d'un commissariat de sécurité de proximité	Préfecture de Police de Paris	J	Dubor
21/12	BLAIN	Construction d'un équipement aquatique intercommunal	Co. de communes région de Blain	S	Hannouz
21/12	VENELLES	Construction d'un complexe aquatique	Communauté d'Agglo. du pays d'Aix	J	Berlottier
JANVIER 2013					
17/01	SAMOENS	Construction d'une patinoire semi-couverte	Ville de Samoens	J	Renaud
22/01	NOGENT-LE-ROTRON	Construction d'un centre de loisirs	Ville de Nogent-le-Rotrou	J	Chotteau
28/01	BEAUMONT-LÈS-VALENCE	Construction d'un collège	Conseil général de la Drôme	S	Delord
29/01	TALENCE	Construction d'un institut de recherche fondamentale et de formation	CHU de Bordeaux	S	Chesnot
FEVRIER 2013					
05/02	STRASBOURG	Construction d'un gymnase	Communauté urbaine de Strasbourg	J	Deshoulières
07/02	ERSTEIN	Restructuration et extension du collège Romain Rolland	Conseil général du Bas-Rhin	S	Dubois
07/02	MORLAIX	Aménagement d'espaces publics et construction d'un ouvrage d'art	Morlaix Communauté	C-R	Berlottier
08/02	DOLE	Construction de 27 logements locatifs	Dole Jura Habitat	S	Meinhardt
08/02	DIEPPE	Construction d'un EHPAD	Centre hospitalier de Dieppe	C-R	Desmoulin
12/02	GUEBWILLER	Construction d'un centre aquatique	Co. de communes Région de Guebwiller	J	Tessier
14/02	SAINT-BRIEUC	Construction de 58 logements BBC	Côtes d'Armor Habitat	S	Zanassi
14/02	SAINT-BRIEUX	Construction de 50 logements	Côtes d'Armor Habitat	C-R	Zanassi
15/02	TAVAU	Construction de 16 logements locatifs	Dole du Jura Habitat	J	Yedid
18/02	MIOS	Construction d'un collège	Conseil général de la Gironde	S	Courcier
18/02	ARGÈLES-SUR-MER	Construction d'un siège communautaire	Co. de communes des Albères	J	Renaud
20/02	MONTHLÉRY	Restructuration et extension du collège Paul Fort	Conseil général de l'Essonne	S	Deshoulières
21/02	BONNIÈRES-SUR-SEINE	Construction d'un complexe sportif communautaire	Co. de communes Les Portes de l'Île-de-France	S	Bougeard
22/02	PARIS	Restructuration et extension de bâtiments	ENSAM Paris	PNS	Franzen
22/02	SAINT-OMER	Réhabilitation d'un bâtiment public	Communauté d'Agglo. de Saint-Omer	J	Meinhardt
27/02	VILLENEUVE-SAINT-GEORGES	Construction d'un groupe scolaire	Ville de Villeneuve-Saint-Georges	S	Dubor
27/02	NANTERRE	Reconstruction d'un collège à Rueil-Malmaison	Conseil général des Hauts-de-Seine	J	Javal
MARS 2013					
01/03	PARIS	Extension d'un cantonnement de CRS à Chevilly-Larue	Préfecture de Police de Paris	J	Berlottier
06/03	ROANNE	Rénovation de la salle Fontalon	Ville de Roanne	S	Warnant
07/03	SELESTAT	Construction d'un centre archéologique	Pôle d'archéologie interdépartementale rhénan	J	Spitz
08/03	MOLSHEIM-MUTZIG	Construction d'une piscine	Co. de communes Région de Molsheim	J	Jumeau
11/03	CANTELEU	Construction d'une salle des fêtes	Ville de Canteleu	S	Loiret
14/03	NÎMES	Aménagement, entretien et maintenance d'un pôle du 2° REI de Nîmes	DRSID Lyon	C-R	Dubor
14/03	POLIGNY	Construction d'un pôle agro-alimentaire	INRA de Dijon	S	Meinhardt
14/03	CAUDEBEC-LÈS-ELBEUF	Réaménagement d'un parc urbain et construction d'un équipement sportif	Ville de Caudebec-lès-Elbeuf	J	Lefebvre
18/03	BIARRES-SUR-ESSONNE	Construction d'un groupe scolaire	Co. de communes des Terres Puiseautines	S	Jumeau
19/03	ARQUES	Restauration de l'ascenseur à bateaux des Fontinelles	Communauté d'Agglo. de Saint-Omer	J	Tessier
20/03	GRENOBLE	Renouvellement du campus : construction de trois bâtiments	Université de Grenoble	A	Duchier
21/03	ANTONY	Refonte de la stations des eaux d'Antony	Syndicat des eaux d'Île-de-France	S	Chassais
21/03	CAUSSADE	Construction d'un centre aquatique	Co. de communes Quercy caussadais	J	Warnant
21/03	REIMS	Restructuration d'un groupe scolaire	Ville de Reims	J	Loiret
22/03	GRENOBLE	Réhabilitation de la résidence universitaire Gabriel Fouré	CROUS de Grenoble	PNS	Drevet
25/03	SAINT-GEORGES-SUR-LOIRE	Reconstruction de l'EHPAD Saint-Louis	EHPAD Saint-Louis	S	Stoffel
25/03	GRENOBLE	Réhabilitation de la halle Belledonne du campus universitaire	Université de Grenoble	PNS	Renaud
26/03	LEZOUX	Construction d'une médiathèque intercommunale	Co. de communes Entre Dore et Allier	J	Bugaut
26/03	STRASBOURG	Extension du bâtiment de l'III Tennis Club	Communauté urbaine de Strasbourg	Z	Zanassi
28/03	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE	Réhabilitation d'une piscine	Ville de Saint-Germain-en-Laye	S	Plaze

DATE	VILLE	OPÉRATION	MAITRE D'OUVRAGE	TYPE DE RÉUNION*	CONSULTANT
29/03	PUY-L'ÉVÊQUE	Création de 14 lits EHPAD	EHPAD Les Lavandes	J	Le Bouteiller
AVRIL 2013					
02/04	VALENCE	Réhabilitation du bâtiment central de Latour Maubourg / ESAD	Communauté d'Agglo. Valence Romans Sud	J	Drevet
03/04	ÉPINAY-SUR-SEINE	Réhabilitation et extension du gymnase Romain Rolland	Communauté d'Agglo. Plaine Commune	S	Loiret
04/04	DOLE	Réhabilitation du théâtre municipal	Ville de Dole	PNS	Lefebvre
04/04	SEGRÉ	Construction du pôle de santé du ségréen	Centre hospitalier du Haut-Anjou	J	Fernand
04/04	COLOMBES	Construction d'un bâtiment associatif	Ville de Colombes	S	Loiret
04/04	TAVAU	Construction de 16 logements locatifs	Dole Jura Habitat	A	Yedid
09/04	CANY-BARVILLE	Aménagements paysagers	Communauté de co. Côte d'Albâtre	S	Chambas
09/04	CANY-BARVILLE	Création d'objets architecturaux	Communauté de co. Côte d'Albâtre	S	Chambas
09/04	SAINT-CHAMOND	Construction d'un commissariat de Police	Préfecture du Rhône	S	Fanzutti
11/04	GRENOBLE	Renouvellement du campus : construction de 3 bâtiments	Université de Grenoble	A	Duchier
12/04	BLOIS	Réhabilitation d'une caserne en locaux administratifs	Préfecture du Loir-et-Cher	PNS	Lenglart
12/04	CACHAN	Construction de la nouvelle école supérieure	École nationale supérieure de Cachan	S	Javal
16/04	ÉPINAY-SUR-SEINE	Réhabilitation d'un groupe scolaire	Ville d'Épinay-sur-Seine	PNS	Hellin
17/04	SAINT-MARTIN-DU-TERTRE	Construction d'un foyer d'accueil médicalisé	Centre hospitalier de Carnelle	S	Duvert
19/04	NANTERRE	Réaménagement de l'aire de service du parc André Malraux	Conseil général des Hauts-de-Seine	J	Zanassi
22/04	PARIS - LA DÉFENSE	Réhabilitation du commissariat de sécurité de proximité de la Défense	Préfecture de Police de Paris	S	Javal
22/04	MOLSHEIM	Construction d'une demi-pension au collège Bugatti	Conseil général du Bas-Rhin	J	Colombier
22/04	GRENOBLE	Réhabilitation de l'aile Nord-Ouest de l'UJF	Université Joseph Fourier	PNS	Courcier
23/04	PALAISEAU	Construction d'une halle multisports sur le site de Saclay	École polytechnique	S	Bonneville
25/04	LA RÉOLE	Construction d'une médiathèque intercommunale	Communauté de co. du Réolais	PNS	Bouchez
29/04	SCHILTIGHEIM	Restructuration des vestiaires et des façade d'une piscine	Communauté urbaine de Strasbourg	PNS	Langlart
MAI 2013					
13/05	BOURG-LÈS-VALENCE	Construction d'une salle des fêtes	Ville de Bourg-lès-Valence	S	Warnant
13/05	BLAIN	Construction d'un équipement aquatique intercommunal	Communauté de co. Région de Blain	J	Hannouz
15/05	BORDEAUX	Construction d'un institut de recherche fondamentale	CHU de Bordeaux	J	Chesnot
16/05	FONTENAY-AUX-ROSES	Réhabilitation du bâtiment C de l'ancienne ENS	Université Paris-Sud	A	Daniel
17/05	DOLE	Couverture, réhabilitation et extensuon d'un complexe aquatique	Grand Dole	J	Franzen
17/05	GENTILLY	Construction d'une maison de l'image et du son	Communauté d'Agglo. Val de Bièvres	S	Bonneville
17/05	LAVAL	Construction d'un établissement culturel	Ville de Laval	S	Lefebvre
21/05	SALON-DE-PROVENCE	Construction d'une médiathèque	Ville de Salon-de-Provence	S	Renaud
22/05	EVRY	Restructuration de locaux de demi-pension d'un collège	Conseil général de l'Essonne	J	Guffroy
27/05	BONNIÈRES-SUR-SEINE	Construction d'un complexe sportif communautaire	Communauté de co. Les portes de l'Île-de-France	J	Bougéard
31/05	ERSTEIN	Restructuration et extension du collège Romain Rolland	Conseil général du Bas-Rhin	S	Fernand
31/05	LILLE	Construction d'un centre d'entretien et d'intervention	Direction interdépartementale du Nord	S	Deshoulières
JUIN 2013					
03/06	CANTELEU	Construction d'une salle des fêtes	Ville de Canteleu	J	Loiret
05/06	FAMEK	Réhabilitation et extension de l'ancien bâtiment de la SEGPA	Ville de Famek	S	Franzen
05/06	ROANNE	Rénovation de la salle Fontalon	Ville de Roanne	J	Warnant
10/06	PARIS	Construction de l'hôtel de Police du 13e arrondissement	Préfecture de Police de Paris	C-R	Hannouz
11/06	PERTUIS	Restructuration et extension de la piscine communautaire	Communauté d'Agglo. Pays d'Aix	S	Decaris
12/06	NANTES	Reconstruction du centre de médecine physique et de réadaptation	CHU de Nantes	S	Daniel
12/06	MARSEILLE	Construction d'un établissement de placement collectif	DPJJ des Bouches-du-Rhône	S	Duchier
14/06	STRASBOURG	Construction d'un nouveau parc des expositions	Communauté urbaine de Strasbourg	J	Bouchez
14/06	PARAY-VIEILLE-POSTE	Restructuration de la cuisine centrale du site Jules Ferry	Communauté d'Agglo. Les Portes de l'Essonne	J	Digard
17/06	CHAUMONT	Construction de la maison de l'enfance	Conseil général de Haute-Marne	S	Digard
17/06	MORLAIX	Espaces publics et ouvrage d'art	Morlaix Communauté	C-R	Bertottier

DATE	VILLE	OPÉRATION	MAITRE D'OUVRAGE	TYPE DE RÉUNION*	CONSULTANT
18/06	GRANVILLE	Construction d'un centre aquatique	Communauté de co. Pays Granvillais	S	Lenclart
20/06	DOLE	Construction de 33 logements et service d'accueil de jour	Dole Jura Habitat	S	Courcier
20/06	DRANCY	Réfection des façades et des toitures de la caserne de Gendarmerie	Préfecture de Police de Paris	A	Dubois
21/06	BRIARRES-SUR-ESSONNE	Construction d'un groupe scolaire	Communauté de co. Terres Puiseautines	J	Jumeau
24/06	BEAUMONT-LÈS-VALENCES	Construction d'un collège	Département de la Drôme	J	Delord
25/06	COURVILLE-SUR-EURE	Construction d'une unité centrale de production alimentaire	Foyer de vie Gérard Vivien	S	Challes
25/06	COLOMBES	Construction d'un équipement associatif	Ville de Colombes	J	Loiret
25/06	CLERMONT-FERRAND	Construction d'un centre de recherche bio-clinique	Université d'Auvergne	S	Zanassi
26/06	STRASBOURG	Restructuration et extension de l'école élémentaire Louvois	Conseil général de la Drôme	S	Delord
29/01	TALENCE	Construction d'un institut de recherche fondamentale et de formation	Communauté urbaine de Strasbourg	J	Bonneville

JUILLET 2013

01/07	PARIS	Construction d'un campus diplomatique à Nairobi (Kenya)	Ministère des Affaires étrangères	S	Yedid
01/07	MIOS	Construction d'un collège	Conseil général de la Gironde	J	Courcier
01/07	THONON-LES-BAINS	Restructuration et extension d'une école	Ville de Thonon-les-Bains	S	Delord
02/07	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE	Réhabilitation d'une piscine	Ville de Saint-Germain-en-Laye	S	Plaze
03/07	STRASBOURG	Restructuration et extension d'un collège à Bischwiller	Conseil général du Bas-Rhin	S	Desmoulin
03/07	ROANNE	Construction d'un gymnase scolaire	Ville de Roanne	S	Joly
04/07	AUBERVILLIERS	Construction d'un groupe scolaire	Ville d'Aubervilliers	S	Guffroy
04/07	SAINT-GEORGES-SUR-LOIRE	Reconstruction de l'EHPAD Saint-Louis	EHPAD Saint-Louis	J	Stoffel
09/07	ÉPINAY-SUR-SEINE	Réhabilitation et extension du gymnase Romain Rolland	SEM Plaine Commune	J	Fernand
24/07	CHAMPTOCEAUX	Construction d'un restaurant scolaire	Ville de Champtoceaux	S	Hannouz
25/07	ORSAY	Construction du conservatoire de la Vallée de Chevreuse	Communauté d'Agglo. Plateau de Saclay	S	Fernand
29/07	THONON-LES-BAINS	Aménagement d'un pôle culturel dans l'ancien couvent de la Visitation	Ville de Thonon-les-Bains	S	Chesnot
30/07	THONON-LES-BAINS	Réhabilitation et extension de l'école de la Grangette	Ville de Thonon-les-Bains	S	Chesnot
31/07	VILLENEUVE-SAINT-GEORGES	Construction d'un groupe scolaire	Ville de Villeneuve-Saint-Georges	J	Dubor

AOÛT 2013

18/08	LIMEIL-BRÉVANNES	Construction du pôle restauration des services des sapeurs pompiers de Paris	Préfecture de Police de Paris	S	Bouchez
26/08	CHAUMONT	Constructions de trois centres d'exploitation routière	Conseil général de la Haute-Marne	S	Chotteau
28/08	LE GRAND VILLAGE-PLAGE	Construction d'une maison éco-paysanne	Communauté de co. de l'île d'Oléron	J	Yedid
30/08	SABLÉ-SUR-SARTHE	Restructuration du collège Anjou phase 2	Conseil général de la Sarthe	J	Mikou

SEPTEMBRE 2013

02/09	SAINT-BENOÎT-SUR-LOIRE	Construction d'un centre d'interprétation à l'abbaye Saint-Benoît	Communauté de co. Val d'Or et Forêt	S	Fichet
04/09	TALLARD	Construction d'une caserne de gendarmerie	Communauté de co. Tallard-Barcillonnette	S	Drevet
04/09	STRASBOURG	Construction du nouveau théâtre du Maillon	Ville de Strasbourg	S	Coste
05/09	SAINT-DENIS	Réaménagement de l'ancien siège de l'Humanité	Préfecture de Police de Paris	PNS	Colombier
06/09	SAINT-MARTIN-DU-TERTRE	Construction d'un foyer d'accueil médicalisé	Centre hospitalier de Carnelle	J	Duvert
06/09	NANTEUIL-LE-HAUDOUIN	Construction d'un groupe scolaire et d'un centre social	Ville de Nanteuil-le-Haudouin	S	Stoffel
10/09	GRENOBLE	Réhabilitation et extension d'un restaurant universitaire	CROUS de Grenoble	A	Nicolas
11/09	SAINT-BRIEUC	Construction de 50 logements	Côtes d'Armor Habitat	J	Zanassi
11/09	PONT-CHÂTEAU	Construction d'un groupe scolaire	Ville de Pont-Château	S	Bougéard
12/09	POLIGNY	Construction d'un pôle agro-alimentaire	INRA de Dijon	J	Meinhardt
13/09	DOLE	Construction de 27 logements locatifs	Dole Jura Habitat	J	Meinhardt
16/09	ANNECY	Construction d'un bâtiment pour les services de l'eau et des déchets	Communauté d'Agglo. d'Annecy	S	Courcier
17/09	FONTENAY-AUX-ROSES	Réhabilitation du bâtiment C de l'ancien ENS	Université Paris-Sud	J	Daniel
19/09	BASTIA	Construction d'un bâtiment administratif	Collectivité territoriale de Corse	S	Bouchez
20/09	CHAMPIGNY-SUR-MARNE	Restructuration et extension du commissariat de sécurité de proximité	Préfecture de Police de Paris	PNS	Joly
23/09	THONON-LES-BAINS	Réhabilitation et extension de l'école Jules Ferry	Ville de Thonon-les-Bains	S	Tessier
24/09	CARCASSONNE	Construction de la médiathèque tête de réseau d'agglomération	Carcassonne Agglo	S	Warnant

DATE	VILLE	OPÉRATION	MAITRE D'OUVRAGE	TYPE DE RÉUNION*	CONSULTANT
24/09	COURVILLE-SUR-EURE	Construction d'une unité centrale de production alimentaire	Foyer de vie Gérard Vivien	J	Challes
24/09	GUYANCOURT	Aménagement d'espaces publics	Communauté d'Agglo. Saint-Quentin-en-Yvelines	S	Chamblas
25/09	REZÉ	Reconstruction d'un restaurant scolaire	Ville de Rezé	S	Lenglart
25/09	SALON-DE-PROVENCE	Construction d'une médiathèque	Ville de Salon-de-Provence	J	Renaud
26/09	DOLE	Construction d'un gymnase à Saint-Aubin	Communauté d'Agglo. Grand Dole	S	Spitz
27/09	ÉPINAY-SUR-SEINE	Construction d'un école maternelle et d'un restaurant scolaire	Ville d'Épinay-sur-Seine	S	Daniel

OCTOBRE 2013

01/10	PAU	Construction du bâtiment IPREM	Université de Pau et du Pays de l'Adour	S	Fichet
01/10	ÉPINAY-SUR-SEINE	Construction d'un dojo	Ville d'Épinay-sur-Seine	S	Zanassi
02/10	BRUNOY	Restructuration et extension d'un demi-pension d'un collège	Conseil général de l'Essonne	S	Mikou
03/10	LA SEYNE-SUR-MER	Construction d'un espace socio-éducatif de proximité	Ville de la Seyne-sur-Mer	S	Meinhardt
07/10	GRENOBLE	Réhabilitation et extension d'un restaurant universitaire	CROUS de Grenoble	J	Nicolas
07/10	PARIS	Réhabilitation et reconversion d'un bâtiment hospitalier	AP-HP	C-R	Alluin
08/10	ARQUES	Réhabilitation d'un ancien bâtiment administratif en hôtel d'entreprises	Communauté d'Agglo. de Saint-Omer	S	Desmoulin
09/10	CLAUVE-SOUILLY	Construction d'un équipement public	Ville de Claye-Souilly	S	Jumeau
10/10	STRASBOURG	Restructuration et extension d'une piscine	Communauté urbaine de Strasbourg	S	Bonneville
11/10	ALLINGES	Restructuration et extension d'équipements sportifs	Ville d'Allinges	S	Bougeard
16/10	FAMECK	Réhabilitation et extension de l'ancien bâtiment de la SEGPA	Ville de Fameck	J	Franzen
17/10	EXCENEVEX	Construction d'un groupe scolaire intercommunal	SIVU Excenevex-Yvoire	S	Meinhardt
17/10	SAINT-NICOLAS-DE-PORCE	Construction du siège de la communauté de communes	Communauté de co. des Pays du Sel	S	Spitz
18/10	DOLE	Construction d'un foyer et service d'accueil de jour	Dole Jura Habitat	J	Courcier
18/10	ORSAY	Réhabilitation du laboratoire de physique des solides	Université Paris-Sud	PNS	Digard
21/10	CLERMONT-FERRAND	Construction d'un laboratoire de recherche bio-clinique	Université d'Auvergne	J	Zanassi
23/10	ROANNE	Construction d'un gymnase scolaire	Ville de Roanne	J	Joly
24/10	CLAYES-SOUS-BOIS	Construction d'un centre de loisirs élémentaire	Ville de Clayes-sous-Bois	S	Jumeau
24/10	STRASBOURG	Restructuration et extension du collège de Brumath	Conseil général du Bas-Rhin	S	Wamant
28/10	MONTREUIL	Construction de pavillon de la France à l'Expo universelle Milan 2015	FranceAgriMer	C-R	Dubor
28/10	VITRY-SUR-SEINE	Construction de 36 logements sociaux	OPH de Vitry-sur-Seine	S	Challes
29/10	CORTE	Construction d'un centre culturel	Ville de Corte	S	Delord

NOVEMBRE 2013

06/11	GRENOBLE	Réhabilitation de deux résidences universitaires	CROUS de Grenoble	PNS	Tessier
07/11	STRASBOURG	Restructuration du groupe scolaire Hohberg	Ville de Strasbourg	PNS	Renaud
08/11	PARIS	Construction d'un campus diplomatique à Nairobi (Kenya)	Ministère des affaires étrangères	J	Yedid
13/11	GRANVILLE	Construction d'un centre aquatique	Communauté de co. Pays Granvillais	J	Lenglart
15/11	STRASBOURG	Restructuration et extension du groupe scolaire Gustave Doré	Ville de Strasbourg	S	Courcier
15/11	GENTILLY	Construction de la maison de l'image et du son	Communauté d'Agglo. Val de Bièvres	J	Bonneville
19/11	CACHAN	Construction de la nouvelle école normale supérieure	École normale supérieure de Cachan	J	Javal
21/11	CARRIÈRES-SOUS-POISSY	Recomposition urbaine d'une zone d'activités	Communauté d'Agglo. 2 rives de Seine	S	Le Bouteiller
25/11	THONON-LES-BAINS	Restructuration et extension de l'école du Chatelard	Ville de Thonon-les-Bains	J	Delord
28/11	CHAMPTOCEAUX	Construction d'un restaurant scolaire	Ville de Champtoceaux	S	Hannouz
28/11	COURCOURONNES	Restructuration d'un complexe sportif de tennis	Ville de Courcouronnes	S	Franzen
29/11	TALLARD	Construction d'une caserne de gendarmerie	Communauté de co. Tallard-Barillonnette	J	Drevet

DECEMBRE 2013

05/12	PALaiseau	Refonte du site de Palaiseau : relèvement et stockage	Syndicat des eaux d'Île-de-France	S	Berlottier
06/12	ORSAY	Construction du conservatoire à rayonnement départemental	Communauté d'Agglo. Plateau de Saclay	J	Fernand
09/12	CHAUMONT	Construction de la maison de l'enfance	Conseil général de Haute-Marne	J	Digard
09/12	LAVAL	Construction d'un établissement culturel	Ville de Laval	J	Lefebvre
10/12	SAINT-JEAN-DE-LUZ	Réhabilitation et extension de l'ancien couvent des Récollets	Syndicat intercommunal Baie Saint-Jean	S	Yedid

DATE	VILLE	OPÉRATION	MAÎTRE D'OUVRAGE	TYPE DE RÉUNION*	CONSULTANT
11/12	ORSAY	Construction d'un bâtiment d'enseignement	Université Paris-Sud	S	Javal
12/12	AUBERVILLIERS	Construction d'un groupe scolaire	Ville d'Aubervilliers	J	Guffroy
13/12	GIF-SUR-IVETTE	Construction de l'Institut de biologie intégrative de la cellule	CNRS Délégation Île-de-France	S	Deshoulières
16/12	GRENOBLE	Réhabilitation de deux résidences universitaires	CROUS de Grenoble	J	Tessier
16/12	PAU	Construction du bâtiment IPREM	Université de Pau et des Pays de l'Adour	S	Lenglart
16/12	CACHAN	Construction de la nouvelle école normale supérieure	École normale supérieure de Cachan	J	Javal
17/12	JARGEAU	Construction d'un espace socio-culturel	Ville de Jargeau	S	Jumeau
18/12	NANTES	Reconstruction du centre de médecine physique et réadaptation	CHU de Nantes	J	Daniel
18/12	PARIS	Construction d'une animalerie sur le campus de Jussieu	EPAURIF	S	Mikou
19/12	PARAY-LE-MONIAL	Construction d'un centre d'interprétation de l'architecture	Ville de Paray-le-Monial	PNS	Lefebvre
19/12	LA CHAPELLE-SAINT-LUC	Réhabilitation des bâtiments de la ferme Bodié	Ville de La Chapelle-Saint-Luc	S	Digard
20/12	ÉPINAY-SUR-SEINE	Construction d'un dojo	Ville d'Épinay-sur-Seine	J	Zanassi

Les relations avec le secteur professionnel

La MIQCP participe aux congrès et assemblées générales de diverses institutions, associations et organisations professionnelles. C'est l'opportunité de rappeler et d'expliquer ses actions, de faire le point sur les évolutions en cours et d'échanger informations et points de vue sur les thèmes d'actualité avec les professionnels concernés.

Pour élargir sa communication, la MIQCP a, pour la troisième et la quatrième fois, choisi d'être présente au salon des maires et des collectivités territoriales, porte de Versailles, du 20 au 22 novembre 2012 et du 19 au 21 novembre 2013.

De très nombreux contacts ont pu être noués et quelques centaines de brochures et documents sont diffusés sur son stand chaque année. Le renouvellement du personnel des services de maîtrise d'ouvrage des collectivités demeure important. Leur visite sur le stand de la MIQCP en témoigne. Le salon contribue à nous faire connaître et à diffuser nos recommandations. Cette opération de relations publiques permet à la Mission d'étendre son rayon d'action auprès des collectivités qui n'en auraient pas encore connaissance.

Les congrès professionnels et colloques

- A la demande du CROA Champagne-Ardenne, la MIQCP a participé le 16 mars 2012 à une conférence à l'attention des élus du département de Haute-Marne sur le choix de la maîtrise d'œuvre. L'intervention de la Mission a permis de rappeler l'importance du choix de son maître d'œuvre, partenaire. Elle a aussi fait prévaloir la nécessité d'un dialogue, d'un échange, d'une négociation en procédure adaptée pour choisir son maître d'œuvre sur la base de critères pertinents comme la méthode ou l'organisation pour effectuer la mission.
- A la demande de la Chambre des Ingénieurs et Conseils de France (CICF), la MIQCP a participé en octobre 2012 à Villeurbanne à une rencontre réunissant les canaliseurs du Sud-Est, la maîtrise d'œuvre et les maîtres d'ouvrage. A cette occasion, la MIQCP a expliqué pourquoi elle avait contribué à l'élaboration du contrat-guide de maîtrise d'œuvre pour l'infrastructure. Elle a rappelé l'ensemble des outils mis à la disposition des maîtres d'ouvrage. Enfin, elle a évoqué les évolutions réglementaires récentes pour choisir son maître d'œuvre.
- La MIQCP est intervenue aux 53^e journées d'études et formation des ingénieurs hospitaliers de France. Par son intervention et sa participation à la table ronde consacrée à la politique

d'achat, la Mission a évoqué la particularité des règles de la commande de maîtrise d'œuvre et ses enjeux. Ainsi, tout en étant à leur écoute, elle a pu sensibiliser les maîtres d'ouvrage hospitaliers sur des questions importantes telle que la juste rémunération de la maîtrise d'œuvre.

- L'École Nationale Supérieure des Sciences de l'Information et des Bibliothèques (ENSSIB) a fait appel à la MIQCP dans le cadre de l'organisation d'un colloque relatif à l'adaptation des bibliothèques aux technologies numériques. A cette problématique s'est ajoutée la question de la réhabilitation du patrimoine des bibliothèques et de leur mise aux normes, de l'amélioration des performances thermiques. Cette journée de séminaire qui a permis aux directeurs d'établissements de faire le point sur l'état d'avancement de leurs réflexions a permis de questionner la MIQCP sur des questions de méthodes, notamment de programmation et de diagnostic stratégique. Après un exposé de cadrage sur les procédures adéquates pour appeler la maîtrise d'œuvre, les échanges de la journée ont porté sur des projets à l'étude.
- La MIQCP a participé à une journée de sensibilisation des élus le 31 janvier 2013 à Saint-Sébastien-sur-Loire. Cette journée organisée par l'Association des Maires de France de Loire-Atlantique, le CROA des Pays-de-Loire, l'Union Régionale et le CAUE de Loire-Atlantique, l'UNSFA, SYNTEC et l'UNTEC sur le thème "Comment bien choisir sa maîtrise d'œuvre" a été l'occasion pour la Mission de rappeler ses principales recommandations en la matière.

Autres colloques

- 31 janvier et 1^{er} février 2012 : entretiens du CERTU sur le thème "Métropolisation et nouvelles urbanités"
- Assemblée générale de la FNCAUE les 9 mai 2012 et 17 mai 2013
- Assemblée générale de l'association AMO
- Rencontres de l'ingénierie 25 octobre 2012 et 7 novembre 2013
- 13 septembre 2012 : colloque sur la garantie de performance énergétique
- 8 novembre 2012 et 12 novembre 2013 : forum des projets urbains, Paris
- 22-23 novembre 2012 : séminaire RAMAU sur la participation des habitants
- 30 novembre 2012 : journée CSTB-PUCA sur l'urbanisme négocié
- 20 décembre 2012 et 16 décembre 2013 : grand prix de l'urbanisme
- 20-21 mars 2013 : printemps des villes à Rennes – 7^e Entretiens de l'aménagement
- 10 avril 2013 : journée d'études "Renouer" organisée par les espaces naturels régionaux et les parcs naturels régionaux du Nord-Pas-de-Calais

- 30 mai 2013 : "Mouvements Architectures Pluriels" à Tours
- 6 juin 2013 : rencontres de l'aménagement durable à Béthune
- 3-4 juin 2012 et 12-13 juin 2013 : Forum PPP
- 23 septembre 2013 : "Off du développement durable" CROA Ile-de-France

Rencontres internationales

- Ville de Montréal : la ville a consulté la MIOCP en qualité d'expert international à l'occasion de la définition de la procédure de choix des prestataires pour la construction d'un nouveau pont sur le Saint-Laurent. La question était de savoir comment s'assurer de la qualité architecturale dans un processus global de type PPP.
- Le gouvernement brésilien s'est interrogé sur les différentes pratiques de commande d'architecture dans le monde. Dans ce cadre de réflexion porté par le Parlement brésilien, la MIOCP a été sollicitée pour rendre compte notamment de l'expérience française de la pratique des concours de maîtrise d'œuvre. Un texte a été proposé relatant l'histoire qui s'est déroulée entre la promulgation de la loi sur l'architecture, ses conséquences dans le paysage institutionnel avec la création des CAUE et de la MIOCP, et la promulgation de la loi MOP et ses décrets. Ce texte a été adressé par la Mission à l'attention du Parlement brésilien afin d'intégrer une somme de contributions de différents pays dans l'objectif d'éditer un ouvrage sur la question de la commande publique architecturale.

Conseils approfondis à la maîtrise d'ouvrage

Nombreux sont les maîtres d'ouvrages qui tiennent à échanger avec la MIOCP préalablement au lancement d'opérations particulières. Afin de les conseiller au mieux dans leur démarche et d'évoquer leurs choix en terme de processus ou de procédures, la Mission propose de les rencontrer. Les exemples ci-après permettent d'illustrer les relations qu'entretient la MIOCP avec les maîtres d'ouvrage et la diversité des sollicitations reçues.

- 3 février 2012 : rencontre avec Lyon-Turin-Ferroviaire à propos des modalités d'organisation du concours de la gare de Suse (Italie) sur le tracé ferroviaire Lyon – Turin
- 26 mars 2012 : Société du Grand Paris, service Unité des gares. La question était de savoir comment garantir la qualité architecturale et la cohérence des opérations concourant au projet avec de fortes contraintes techniques et de délais.
- Le 6 juillet 2012 : Réunion sur le site du Domaine National de Compiègne avec le Centre des Monuments Nationaux dans le cadre d'un projet de création d'un jardin contemporain. A été évoqué le bien-fondé d'une démarche de programmation aboutie préalable au lancement d'une consultation de maîtrise d'œuvre.
- 16 novembre 2012 : Réunion avec l'AREP sur l'opportunité de recourir à l'accord-cadre de maîtrise d'œuvre pour la réaménagement du quartier de la gare de Lorient.

Sollicitations et réponses ponctuelles

- 26 février 2013 : Ville de Fresnes. Rencontre pour évoquer les procédures et les types de contrats pour mettre en œuvre un projet urbain.
- 20 mars 2013 : Rendez-vous avec un représentant de la Direction régionale des Affaires Culturelles de la Guadeloupe pour établir les modalités de montage de l'opération de reconversion d'un édifice protégé au titre des monuments historiques pour recevoir les services de la DRAC.
- 21 octobre 2013 : EHPAD de Vizille. Rencontre pour conseiller sur le choix d'un conducteur d'opération pour la réhabilitation-extension de l'établissement.

La MIOCP s'efforce de maintenir une permanence téléphonique quotidienne ou, à défaut d'apporter rapidement des réponses aux nombreuses sollicitations. Elle met les compétences de ses agents à disposition des collectivités et des professionnels qui la sollicitent sur des points précis, qu'il s'agisse de questions pratiques, d'explications de textes juridiques ou de méthodes.

La disponibilité et l'écoute attentive, de même que les conseils personnalisés ainsi dispensés, encouragent le recours à cette assistance téléphonique ou électronique permanente. Les collectivités parfois en difficulté pour faire les premiers pas et organiser la commande, s'en remettent très souvent à la MIOCP pour obtenir les conseils qui leur sont indispensables.

Chaque année, la MIOCP répond à plus d'un millier de sollicitations émanant de divers services et organismes.

Communes, communautés de communes	42 %
Conseils généraux et régionaux	6 %
Universités, Ecoles, Centres de formation, secteur hospitalier	3 %
DDT, DREAL	4 %
Autres organismes de l'Etat	8 %
CAUE	12 %
SEM, EPL, OPHLM	10 %
Prestataires privés (architectes, urbanistes, paysagistes, BET, programmistes...)	13 %
Autres (Associations, CROA, UNSFA, organismes para-publics...)	2 %

FORMATION ET SENSIBILISATION

Depuis sa création, la MIQCP consacre une part importante de son temps au volet formation pour mieux répondre aux objectifs recherchés de qualité architecturale et environnementale.

Compte-tenu de la complexité et de l'évolution permanente des textes réglementaires qui régissent la commande publique, elle est très sollicitée par les acteurs publics et les professionnels de l'aménagement et de la construction qui désirent mettre à jour leurs connaissances juridiques et leurs pratiques professionnelles. Ceci est l'occasion pour la Mission interministérielle d'insister sur les enjeux de leurs missions respectives.

Les formations sont préparées à la carte, en fonction des programmes pédagogiques des institutions chargées de la formation des agents des services de l'Etat, des collectivités, des CAUE ou à la demande de publics spécifiques.

La MIQCP intervient régulièrement à la demande des écoles ou des centres de formation liés aux ministères tels que l'écologie, la culture et la communication, l'éducation nationale, la santé, l'agriculture et la justice : citons essentiellement les écoles nationales d'architecture dans le cadre des formations complémentaires dispensées en HMONP (Habilitation à l'exercice de la maîtrise d'œuvre en nom propre), l'ENPC (Ecole nationale des ponts et chaussées), l'ENTE (Ecole nationale des techniciens de l'équipement) de Valenciennes, les CVRH (Centre de valorisation des ressources humaines) du Ministère de l'écologie, l'INHP (Institut national d'horticulture et du paysage) à Angers, l'IUP (l'Institut de l'urbanisme de Paris) à Créteil, l'EHESP (Ecole des hautes études de la santé publique) à Rennes et l'ENSAP (Ecole nationale supérieure de l'Architecture et du Paysage) du Nord-Pas-de-Calais.

Elle intervient lors de stages de perfectionnement pour le compte d'organismes professionnels reconnus et organise des stages spécifiques à la demande de maîtres d'ouvrage : les INSET de Montpellier et Nancy (émanations du CNFPT), Pont Formation Conseil (PFC), le Moniteur, Batigère, EFE (Edition Formation Emploi). En 2012-2013, elle a répondu aux sollicitations de l'ARCAD (Agence régionale de la construction et de l'aménagement durable) à Châlons-en-Champagne, l'UNTEC (Union nationale des techniciens pour l'économie de la construction) à Paris, l'INH (Ingénierie nationale hospitalière), l'Agrocampus à Angers et l'AGAPE (Agence d'urbanisme et de développement durable de Lorraine).

La commande publique de maîtrise d'œuvre, la loi MOP et ses textes d'application sont traités dans leur globalité ou sur des points précis définis selon les attentes du public concerné ; ils ont été l'objet de la majorité des interventions de la MIQCP lors de journées de formation auprès de la maîtrise d'ouvrage publique comme auprès des milieux professionnels de la maîtrise d'œuvre. Un certain nombre de journées sont consacrées au contenu des marchés de maîtrise d'œuvre, tant dans le domaine du bâtiment que des infrastructures.

Le nombre des personnes formées ou sensibilisées aux recommandations de la MIQCP est important, 1 800 environ par an, compte-tenu de la crise économique qui perdure et du petit nombre d'experts formateurs de la Mission. De plus, force est de constater la baisse de la durée et du nombre de candidats aux stages de formation proposés tant par les organismes privés que publics.

A l'occasion de ces journées, la Mission explique les enjeux du contexte réglementaire, en clarifie certaines règles pour améliorer leur application et met l'accent sur les possibilités et les souplesses offertes aux maîtres d'ouvrage dans leur choix de procédure, dans l'objectif de désigner le meilleur prestataire possible. Elle insiste en particulier sur les possibilités offertes au maître d'ouvrage en procédure adaptée (MAPA), qui représentent un nombre significatif de commandes.

Un tableau exhaustif des interventions de la MIQCP est présenté dans les pages suivantes. Voici quelques exemples significatifs d'intervention en 2012 et 2013.

Journées de sensibilisation des élus à la qualité architecturale et urbaine des équipements publics organisées par les CAUE

La MIQCP et la direction générale des patrimoines du ministère de la culture continuent de soutenir l'action des Conseils d'Architecture, d'Urbanisme et d'Environnement (CAUE) en leur apportant une aide financière pour l'organisation de journées destinées aux élus.

L'attribution de ces subventions passe par une étroite coopération avec la FNCAUE qui verse les fonds une fois l'opération montée et après accord de la MIQCP.

A propos des méthodes et processus susceptibles de promouvoir la qualité des projets, plusieurs séminaires ont ainsi été organisés avec les CAUE dans les régions.

En 2012 :

CAUE 58 : séminaire programmation, définition de la commande et choix des procédures de commande de maîtrise d'œuvre.

CAUE 69 : séminaire à Simandre sur les conditions d'émergence du projet pour des marchés à procédure adaptée (MAPA). Cette journée a passé en revue les modalités d'organisation de projet, de la programmation à sa livraison, à l'appui de témoignages de maires sur trois projets réalisés avec des procédures différentes. Dans les trois cas (sans remise de prestations, avec remise de prestations, en concours) ont été examinées les conditions de collaboration entre la maîtrise d'ouvrage et le maître d'œuvre pour les mettre au service des valeurs de l'architecture publique.

CAUE 28 : débat organisé avec les architectes d'Eure-et-Loir à propos des modalités de consultation de la maîtrise d'œuvre en procédure adaptée.

CAUE 73 : journée d'échanges à Montméliant autour des enjeux et valeurs du projet d'architecture durable, et présentation de réalisations exemplaires.

CAUE 92 : journée d'échanges organisée à destination de la SEM 92 sur les conditions d'émergence de la qualité des projets et l'organisation correspondante de la maîtrise d'ouvrage.

CAUE 33 : journée management du projet urbain organisée à Mérignac.

En 2013 :

CAUE 69 : cycle de conférences portant sur la qualité architecturale. La MIQCP a accompagné cette démarche plus particulièrement lors des journées relatives au projet urbain dans sa déclinaison opérationnelle et architecturale, dans l'apport de la participation des habitants à la programmation des espaces et équipements publics.

L'Union régionale des CAUE de la région Aquitaine a réuni l'ensemble des permanents des CAUE dans le cadre d'un séminaire de deux journées de réflexion autour de la commande de maîtrise d'œuvre. La MIQCP invitée à exposer le paysage du projet urbain ou architectural commandé à l'initiative des collectivités, a présenté le déroulé général d'un projet depuis son lancement jusqu'au travail de maturation du projet avec l'équipe de maîtrise d'œuvre retenue.

CAUE 27 : invitation des élus et des permanents des autres CAUE de la région à une journée centrée sur les conditions d'émergence d'une commande architecturale de qualité, les modalités de choix des procédures, d'une équipe et d'un projet et les moyens les plus performants pour satisfaire à une bonne maturation du projet retenu avec la maîtrise d'usage du futur équipement.

CAUE 28 : les enjeux de la performance énergétique du parc immobilier public des collectivités. Ce moment a été l'occasion pour la MIQCP de présenter le plan stratégique de patrimoine et de faire valoir le rôle du STAP (Service territorial de l'architecture et du patrimoine) dans cette démarche non seulement dans son regard patrimonial, mais aussi dès les études relatives à la planification stratégique.

Un débat de qualité entre l'ABF (Architecte des Bâtiments de France) et les architectes a eu lieu à la faveur de l'animation conjointe du CAUE et de la MIQCP.

CAUE 79 : le paysage des compétences en ingénierie publique mobilisables dans un département rural. Les deux journées de débats réunissant les différents types de maîtres d'ouvrage mais aussi un large panel de bureaux d'études depuis l'assistance à maîtrise d'ouvrage jusqu'aux maîtres d'œuvre ont permis de proposer différents scénarios correspondant aux situations exposées par des collectivités aux préoccupations et aux échelles très distinctes.

Il est apparu que dans le paysage de l'offre en ingénierie, les compétences qu'apportent le CAUE sont particulièrement transversales. Il ne participe pas seulement à l'ingénierie amont des projets et peut rester associé à la maîtrise d'ouvrage pendant les procédures de mise en concurrence des équipes de maîtrise d'œuvre et au-delà pendant les études d'avant projet afin de garantir une bonne continuité du suivi des enjeux de la programmation.

Les autres compétences locales sont plus ciblées, telles les disciplines juridiques, techniques et financières qui ne remplacent pas l'apport méthodologique du CAUE.

Formations et sensibilisation à la maîtrise d'ouvrage et à la maîtrise d'œuvre du projet urbain

Colloque de réflexion sur l'organisation de la maîtrise d'ouvrage urbain : les Matinales de la programmation urbaine

La MIQCP continue de collaborer aux travaux des Matinales d'Aptitudes urbaines. Il s'agit d'un programme de formation et d'échanges organisé sur l'initiative d'un groupe de professionnels de l'urbanisme, universitaires et chercheurs, avec l'appui du ministère de la culture et de la communication. Ce séminaire mensuel organise ses travaux autour d'une thématique phare du projet urbain et de son management. Les questions de programmation urbaine sont au cœur des préoccupations de ce colloque qui participe à démontrer combien les multiples thématiques qui concourent au projet urbain ne sont pas assez mises en interaction pour servir le projet. Le comité scientifique des Matinales a désigné comme grand témoin pour leur session 2012-2013 Patrick Chotteau. Pour le programme 2013-2014, un accord a été passé avec l'école nationale supérieure d'architecture de La Villette.

Les métiers de la maîtrise d'ouvrage urbaine et architecturale : quelle démarche pour des projets durables ?

Le CETE Nord-Pas-de-Calais a largement mobilisé la MIQCP pour monter cette formation dispensée à l'école nationale supérieure d'architecture et de paysage (ENSAP) de Lille en 2012-2013. Cette formation, constituée d'un cycle de base de 8 jours (4 sessions de 2 jours) et de 4 modules à la carte (4 sessions de 2 jours), s'adresse à des professionnels des champs de l'architecture, du paysage et de la ville.

Le premier module a eu lieu en 2012 sur le thème « "La maîtrise d'ouvrage et la qualité du projet". La MIQCP est intervenue durant un jour et demi en collaboration avec une programmiste puis, en conclusion de la table ronde de la dernière demi-journée.

Le deuxième module s'est tenu en 2013 sur la conduite de projet et des processus, quelle démarche pour des projets durables ? La MIQCP est intervenue en binôme avec une chargée de projet de la SEM 92 et est intervenue en synthèse de la table ronde de clôture.

Le troisième qui s'est tenu en février 2013 s'est plus particulièrement penché sur la démarche de programmation elle-même, la maïeutique programmatique, l'organisation de la maîtrise d'ouvrage pour la mettre en place et en maintenir les effets tout au long de l'élaboration du projet, notamment en mettant en place un dispositif d'évaluation à terme des objectifs de cette programmation.

Cette formation doit être reconduite en 2014 pour les 4 modules de base. Des modules optionnels seront ensuite proposés aux deux promotions pour compléter les modules de base.

Certification HQE Aménagement

Soucieux de parfaire la qualité d'instruction des demandes de certification HQE Aménagement et d'améliorer le questionnement autour des enjeux de programmation urbaine, le comité de pilotage de l'association HQE a demandé à la MIQCP de mettre en œuvre une journée de formation. Cette dernière, à destination des enquêteurs certificateurs

HQE, a été l'occasion de passer en revue les différentes procédures qui jalonnent l'élaboration du projet urbain pour mettre en évidence les points de vigilance et les pistes de progrès des processus de projet en vue de garantir une meilleure prise en compte des orientations stratégiques.

La ville durable

Le CNFPT a organisé une journée de réflexion sur la ville durable résiliente et intelligente à laquelle la MIQCP s'est jointe pour souligner la nécessité de mettre en place des dispositifs de management de processus de conception de projet mettant le plus possible en synergie participation, organisation et méthode, dispositif collaboratif, dialogue au service de la production de contenus programmatiques plus pertinents. Cette journée mise en place par le CNFPT dans ses locaux de Pantin fut l'occasion de réunir des universitaires, le PUCA ainsi que la MIQCP devant un public d'élus et de techniciens des collectivités.

Maîtrise d'ouvrage et projet urbain

Institut d'urbanisme de Paris (IUP) : formation sur le projet urbain. La MIQCP intervient depuis 2010 dans le cadre du module "Consultations urbaines" du mastère intitulé "Maîtrise d'ouvrage des projets urbains". Elle développe les spécificités du projet urbain et de la maîtrise d'ouvrage urbaine, ainsi que les modalités de consultation pour choisir une assistance à la maîtrise d'ouvrage urbaine et une équipe de maîtrise d'œuvre urbaine.

ESSEC : programmation et management du projet urbain et architectural, quel séquençement ?

Comment les collectivités publiques s'organisent pour déterminer leur commande de maîtrise d'œuvre? Comment les équipes de maîtrise d'œuvre doivent-elles s'organiser pour répondre à la commande publique ? Comment s'organise le déroulement du travail autour du projet entre maîtrise d'ouvrage et maîtrise d'œuvre ?

La commande de paysage et d'espaces publics

L'Institut National d'Horticulture d'Angers dispense la formation à l'exercice de la maîtrise d'œuvre d'ingénieurs en libéral dans les domaines de l'aménagement et du paysage. L'organisme forme par ailleurs des techniciens qui se destinent à exercer en agences privées de paysage ou dans les services des collectivités. L'Institut sollicite la MIQCP afin qu'elle mette en perspective les différents types d'acteurs du projet, les modalités d'organisation de la maîtrise d'ouvrage publique dans le cadre des commandes de paysage et d'espace public, les enjeux de la programmation et de la participation citoyenne, les modalités pratiques de mise en concurrence des équipes de maîtrise d'œuvre ainsi que le déroulé des missions de maîtrise d'œuvre depuis la conception jusqu'à la réalisation des projets.

Cycles de formations diplômantes

Pour répondre aux enjeux du développement durable des projets et à leur complexification, la MIQCP a mis au point trois formations diplômantes à destination des acteurs du projet.

Mastère "Ingénierie et Management de la Qualité Environnementale"

En collaboration avec l'Ecole Spéciale d'Architecture et l'INSET de Montpellier, la MIQCP propose aux responsables des collectivités ainsi qu'aux professionnels de la maîtrise d'œuvre une formation longue relative au management du projet durable. Cette formation "Ingénierie et Management de la Qualité Environnementale" organisée sur une année examine les étapes du projet de la collectivité depuis la planification, la programmation urbaine et architecturale pour éclairer l'angle mort entre planification et opérations, l'intervention dans les tissus existants et la gestion de patrimoine, la création de projets d'équipements neufs, la description et la prescription, la collaboration avec les entreprises sur les chantiers verts et pour finir l'évaluation. Cet ambitieux projet se déroule selon huit modules de trois jours d'interventions d'experts, une semaine de voyage d'études et de visites d'opérations exemplaires, et une soutenance de mémoire devant un jury. Chaque année près de 30 personnes bénéficient de cette formation.

La 3e session de ce mastère "Ingénierie et Management de la qualité environnementale des projets" s'est terminée par un jury le 29 mars 2012. La 4e session a démarré en janvier 2013 et s'est terminée par un jury les 16 et 17 décembre 2013. Ce dispositif de formation diplômant rendu possible à la faveur d'une collaboration entre l'INSET (centre de formation du CNFPT), l'Ecole Spéciale d'Architecture et la MIQCP, présente le grand mérite de réunir dans les mêmes modules des directeurs et chefs de services en collectivités territoriales et des représentants de la maîtrise d'œuvre (architectes et ingénieurs) en exercice libéral. Cette formation fait appel à de grands témoins dont la motivation à mettre en œuvre les principes du développement durable s'est traduite dans leurs pratiques, et peuvent, de fait, témoigner de retour d'expériences concrètes.

Mastère spécialisé "Immobilier, Bâtiment, Energie"

La MIQCP, à la demande de l'Ecole Nationale des Ponts et Chaussées, a en charge l'organisation et le pilotage de la semaine dédiée à la programmation au sein du mastère spécialisé Immobilier, Bâtiment, Energie.

Ce mastère a pour objectif de former des dirigeants et cadres supérieurs de l'immobilier et du bâtiment durables. Il permet de rapprocher les compétences de l'immobilier (finance, droit) de celles du bâtiment (architecture, sciences de l'ingénieur).

Les deux premières sessions de ce mastère se sont déroulées en 2012 et 2013, la semaine "programmation" se tenant en septembre.

Stage de formation professionnelle intitulé "chargé d'opération de construction"

Face aux responsabilités et compétences multiples des chargés d'opération devenus de véritables représentants et conseillers de maîtres d'ouvrage au sein des collectivités territoriales, la MIQCP a mis au point, en collaboration étroite avec l'INSET de Montpellier, un stage de formation professionnelle intitulé « chargé d'opération de construction ». Ce stage a pour objectif de consolider et de développer leurs connaissances et savoir-faire nécessaires pour assumer la responsabilité globale d'une opération de construction, depuis

sa gestation jusqu'à son parfait achèvement et sa mise en service. Il se compose de six modules pour une durée de 34 jours. La première promotion a démarré en septembre 2009 à Montpellier.

L'INSET de Nancy a pris le relais pour l'organisation de la 2e promotion. Ces promotions menées à titre expérimental ont prouvé l'utilité et l'intérêt de poursuivre cette formation : désormais, chaque année un nouveau cycle est mis en place. En 2013 a démarré la 5e promotion assurée par l'INSET de Nancy.

La MIQCP intervient toujours sur les marchés de maîtrise d'œuvre et les obligations et les responsabilités des maîtres d'ouvrage et participe au jury d'évaluation des stagiaires en fin de cycle.

Interventions dans les écoles

Interventions dans les écoles d'architecture en cycle d'habilitation à l'exercice de la maîtrise d'œuvre en nom propre (HMONP)

A l'issue de leurs études, les architectes diplômés doivent accompagner leur démarche d'une formation complémentaire pour obtenir l'habilitation à exercer en nom propre si ceux-ci souhaitent exercer en libéral. Les écoles d'architecture (Ecole Spéciale d'Architecture, ENSA Marne-la-Vallée, Paris Val-de-Seine et Versailles, ENSAP de Lille) font appel à la MIQCP afin qu'elle présente aux architectes diplômés qui souhaitent bénéficier des modules d'habilitation, le cadre de la commande publique de maîtrise d'œuvre, les obligations faites aux collectivités publiques pour commander un projet d'architecture et suggérer par voie de conséquence la conduite à tenir pour les candidats à la maîtrise d'œuvre d'un équipement public.

La MIQCP accompagne les programmes HMONP mis en œuvre par les écoles d'architecture, en proposant aux jeunes diplômés une journée d'échange sur les obligations faites à la maîtrise d'ouvrage publique pour pratiquer une commande publique de qualité ; elle sensibilise les auditeurs sur les conditions d'accès à la commande d'architecture. Un débat s'engage avec les étudiants sur les fondamentaux de la commande publique et le préalable de la loi MOP pour exercer dans de bonnes conditions cette collaboration des futurs maîtres d'œuvre avec les collectivités et établissements publics.

La formation des jurés de concours

Cette formation est destinée aux professionnels appelés à siéger dans les collèges des représentants de la maîtrise d'œuvre des jurys de concours. La MIQCP a mis au point une formation spécifique s'appuyant sur « le mémento de l'architecte consultant » qu'elle a rédigé à leur intention. Cette brochure sert de référence pour l'exercice de cette activité. Elle permet d'expliquer les dispositions du code, d'évoquer la déontologie et le rôle pédagogique essentiel de ces professionnels. En 2012 et 2013, le CROA Nord-Pas-de-Calais et l'UNTEC de Paris et Nantes ont sollicité la Mission pour former leurs futurs jurés.

Les formations assurées en 2012 et 2013

LIEU	DATE	ORGANISME DEMANDEUR	THÈME TRAITÉ	INTERVENANT(S)
JANVIER 2012				
1 - CHAUMONT	13/01	CROA Champagne-Ardennes	La passation des marchés de maîtrise d'œuvre	N. Sitruk
2 - MONTPELLIER	20/01	Association SWEILA	Code des marchés publics et loi MOP	N. Sitruk
FEVRIER 2012				
3 - PARIS	06/02	Ponts Formation Edition	La passation des marchés de maîtrise d'œuvre	N. Sitruk
4 - NANTES	07/02	UNTEC	Les jurés de concours	G. Lamour
5 - PARIS	08/02	Ponts Formation Edition	Journée pratique sur la maîtrise d'œuvre dans le bâtiment	G. Lamour
6 - VALENCIENNES	09/02	ENTE	Les marchés de maîtrise d'œuvre	G. Lamour
7 - ROUEN	10/02	CVRH pour DDTM	Les marchés de maîtrise d'œuvre en réhabilitation de bâtiments	P. Chotteau
8 - RENNES	27-29/02	EHESP	Loi MOP et marchés de maîtrise d'œuvre	G. Lamour
MARS 2012				
9 - LA DÉFENSE	16/03	MIQCP	La dématérialisation (architectes consultants)	Ch. Romon
10 - TROYES	16/03	CROA Champagne-Ardennes	Les fondamentaux de la maîtrise d'ouvrage (élus)	N. Sitruk
11 - PARIS	19-20/03	Le Moniteur	Le concours de maîtrise d'œuvre	G. Lamour
12 - LILLE	20/03	CROA Nord-Pas-de-Calais	Formation des architectes sur le concours	N. Sitruk
13 - BORDEAUX	22/03	CAUE de Gironde	Elus : actualités de la commande publique	P. Chotteau
14 - PARIS	27/03	CGEDD	Présentation de la MIQCP	Ch. Romon
15 - PARIS	29/03	ESA / INSET	Participation aux jurys de concours	V. Le Bouteiller
AVRIL 2012				
16 - MONTPELLIER	02/04	URCAUE Midi-Pyrénées	Actualités de la commande publique	N. Sitruk

LIEU	DATE	ORGANISME DEMANDEUR	THÈME TRAITÉ	INTERVENANT(S)
17 - MARNE-LA-VALLÉE	04/04	ENSA	HMONP : Loi MOP, concours	P. Chotteau
18 - PARIS	10-11/04	Le Moniteur	Marchés de maîtrise d'œuvre	G. Lamour
19 - PARIS	13/04	Le Moniteur	Conception-réalisation	G. Lamour
20 - LA RÉUNION	16-17/04	FACTEA	Loi MOP, choix du maître d'œuvre	N. Sitruk
21 - LA RÉUNION	19/04	FACTEA	Le contenu des marchés de maîtrise d'œuvre	N. Sitruk
22 - LA RÉUNION	20/04	FACTEA	Le projet urbain et la commande des marchés de maîtrise d'œuvre urbaine	N. Sitruk
23 - MONTPELLIER	23/04	INSET	Les jurys	N. Sitruk
MAI 2012				
24 - PARIS	09-10/05	Le Moniteur	Concours	G. Lamour
25 - ISSY-LES-MX	10/05	INSET de Nancy	Programmation des équipements	P. Chotteau
26 - PARIS	10-11/05	Le Moniteur pour EPAURIF	Loi MOP	N. Sitruk
27 - CRETEIL	11/05	IUP Créteil	Maîtrise d'ouvrage et maîtrise d'œuvre du projet urbain	V. Le Bouteiller
28 - NEVERS	15/05	CAUE Nièvre	Actualités de la commande publique (élus)	P. Chotteau
29 - PARIS	21-22/05	EFE	Loi MOP et marchés de maîtrise d'œuvre	N. Sitruk
30 - ARRAS	24/05	CAUE du Pas-de-Calais	Actualités de la commande publique (élus)	P. Chotteau
JUIN 2012				
31 - LA DÉFENSE	01/06	MIQCP	Formation architectes consultants	N. Sitruk/G. Lamour
32 - PARIS	13-14/06	Le Moniteur	Loi MOP	N. Sitruk
33 - PARIS	18/06	Ponts Formation Edition	Conception-réalisation	N. Sitruk
34 - ANGERS	22/06	URCAUE Pays-de-Loire	Actualités de la commande publique	N. Sitruk
35 - PARIS	20-22/06	Ponts Formation Edition	Programmation	G. Lamour
36 - MOULINS-LES-METZ	26/06	URCAUE Lorraine	Loi MOP	G. Lamour

LIEU	DATE	ORGANISME DEMANDEUR	THÈME TRAITÉ	INTERVENANT(S)
37 - AX-EN-PROVENCE	28/06	DREAL et ADEME	Coût global et développement durable	P. Chotteau
JUILLET 2012				
38 - ISSY-LES-MX	02/07	INSET Nancy	Loi MOP	N. Sitruk
39 - ISSY-LES-MX	03/07	INSET Nancy	Marchés de maîtrise d'œuvre	N. Sitruk
40 - PARIS	05/07	Aptitudes urbaines	La commandes des projets urbains	N. Sitruk
41 - CHATEAUROUX	03/07	CAUE de l'Indre	Actualités de la commande publique	P. Chotteau
42 - PARIS	10-11/07	Le Moniteur	Marchés de maîtrise d'œuvre	G. Lamour
SEPTEMBRE 2012				
43 - MONTPELLIER	5-7/09	INSET	Loi MOP et marchés de maîtrise d'œuvre	N. Sitruk
44 - MONTPELLIER	10-12/09	INSET	Cycle conduite d'opération : les marchés de maîtrise d'œuvre	N. Sitruk
45 - PARIS	10-14/09	ENPC	Mastère module programmation	G. Lamour
46 - LILLE	07/09	Mairie de Lille	La loi MOP	G. Lamour
47 - LILLE	18/09	Mairie de Lille	Marchés de maîtrise d'œuvre	N. Sitruk
48 - PARIS	25-26/09	CVRH	Loi MOP et marchés de maîtrise d'œuvre	N. Sitruk
49 - LYON	26/09	CAUE du Rhône	Les concours (élus)	P. Chotteau
OCTOBRE 2012				
50 - PARIS	02-03/10	EFE	Loi MOP et marchés de maîtrise d'œuvre	N. Sitruk
51 - PARIS	08/10	Pont Formation Edition	Les marchés de maîtrise d'œuvre	N. Sitruk
52 - PARIS	08-09/10	Le Moniteur	Les marchés de maîtrise d'œuvre	G. Lamour
53 - PARIS	10/10	Pont Formation Edition	La maîtrise d'œuvre en bâtiment	G. Lamour
54 - VANNES	18/10	CAUE du Morbihan	Projet urbain et MAPA	V. Le Bouteiller
55 - NEVERS	25-26/10	CAUE de la Nièvre	Les projets urbains	P. Chotteau

LIEU	DATE	ORGANISME DEMANDEUR	THÈME TRAITÉ	INTERVENANT(S)
NOVEMBRE 2012				
56 - CHARTRES	08/11	CAUE de l'Eure-et-Loir	Procédure adaptée avec remise de prestations	P. Chotteau
57 - PARIS	08-09/11	Le Moniteur	Les concours	G. Lamour
58 - CHAMBERY	23/11	CAUE de Savoie	La qualité des projets	P. Chotteau
59 - PARIS	27/11	Ponts Formation Edition	Le contenu des marchés de maîtrise d'œuvre en infrastructures	N. Sitruk
60 - PARIS	29/11	Ponts Formation Edition	Le contenu des marchés de maîtrise d'œuvre en infrastructures	G. Lamour
61 - PARIS	30/11	CAUE des Hauts-de-Seine	La programmation	P. Chotteau
DECEMBRE 2012				
62 - PARIS	03-04/12	Le Moniteur	Loi MOP	G. Lamour
63 - BORDEAUX	06/12	CAUE des Landes	Les projets urbains	P. Chotteau
64 - PARIS	07/12	Le Moniteur	Conception-réalisation	G. Lamour
65 - LILLE	11-12/12	ENSAP / CETE	Maîtrise d'ouvrage et qualité	V. Le Bouteiller
JANVIER 2013				
1 - PARIS	10/01	ESA	HMONP : Loi MOP, concours	P. Chotteau
2 - LYON	16/01	CAUE du Rhône	Le PLU : un projet territorial	P. Chotteau
3 - ISSY-LES-MX	16/01	INSET de Nancy	Cycle conduite d'opération : missions et responsabilités des maîtres d'ouvrage	N. Sitruk
4 - LILLE	23-24/01	ENSAP	Conduite de projets et des processus	V. Le Bouteiller
5 - PARIS	23/01	ESA / INSET / MIQCP	Mastère Management HQE	P. Chotteau
6 - ARRAS	31/01	CVRH	Les espaces publics	V. Le Bouteiller
7 - NANTES	31/01	AMF/CINOV/UNTEC/CROA	Les marchés de maîtrise d'œuvre	G. Lamour
FEVRIER 2013				
8 - LA DÉFENSE	01/02	PUCA	Processus et procédures pour le logement social (BIPOS)	N. Sitruk
9 - ANGERS	05/02	INHPI	La démarche de projet	P. Chotteau

LIEU	DATE	ORGANISME DEMANDEUR	THÈME TRAITÉ	INTERVENANT(S)
10 - LILLE	12-13/02	ENSAP	Démarche de programmation	P. Chotteau
11 - NEUILLY-SUR-SEINE	19-20/02	EFE pour la mairie de Neuilly	Loi MOP et marchés de maîtrise d'œuvre	N. Sitruk
12 - LYON	20/02	CAUE du Rhône	Comment associer les citoyens à l'aménagement communal	P. Chotteau
13 - PARIS	20/02	Le Moniteur	Conception-réalisation	G. Lamour
14 - PARIS	25-27/02	EHESP	Loi MOP et marchés de maîtrise d'œuvre	G. Lamour
15 - PARIS	27/02	ESA / INSET / MIOCP	Mastère Management HQE	P. Chotteau
MARS 2013				
16 - NANTES	07/03	CAUE de Loire-Atlantique	Le projet urbain	V. Le Bouteiller
17 - MARNE-LA-VALÉE	11/03	ENSA	HMONP : loi MOP, concours	P. Chotteau
18 - CHALONS-EN-CHAMPAGNE	15/03	ARCAD	Commande publique et développement durable	N. Sitruk
19 - SAINT-BRIEUC	18/03	CAUE des Côtes-d'Armor	La commande publique	P. Chotteau
20 - PARIS	21-22/03	Batigère	Loi MOP et marchés de maîtrise d'œuvre	N. Sitruk
21 - VENCE	22/03	Eco Habitat PACA	Programmation urbaine et développement durable	P. Chotteau
22 - MONTPELLIER	26/03	INSET	Loi MOP en infrastructures	G. Lamour
23 - PARIS	27/03	ESA / INSET / MIOCP	Les projets urbains	P. Chotteau
24 - PARIS	28/03	Ponts Formation Conseil	Contrats globaux CREM-REM	N. Sitruk
AVRIL 2013				
25 - CHESSY	08-09/04	EFE pour SAN Val-d'Europe	Les marchés de maîtrise d'œuvre	N. Sitruk
26 - GAP	10/04	CAUE des Hautes-Alpes	La programmation	P. Chotteau
27 - MONTPELLIER	11-12/04	INSET	Jury pour évaluation du cycle "conduite d'opération"	N. Sitruk
28 - PARIS	15-16/04	Le Moniteur	La loi MOP	N. Sitruk

LIEU	DATE	ORGANISME DEMANDEUR	THÈME TRAITÉ	INTERVENANT(S)
29 - CRETEIL	19/04	IUP de Paris	Maîtrise d'ouvrage et maîtrise d'œuvre du projet urbain	V. Le Bouteiller
30 - LA RÉUNION	22-23/04	FACTEA	Loi MOP et marchés de maîtrise d'œuvre	N. Sitruk
31 - LA RÉUNION	25-26/04	FACTEA	Loi MOP et marchés de maîtrise d'œuvre	N. Sitruk
32 - MONTPELLIER	24-26/04	INSET	La programmation urbaine	P. Chotteau
33 - PARIS	29-30/04	Le Moniteur	Loi MOP et marchés de maîtrise d'œuvre	G. Lamour
MAI 2013				
34 - PARIS	14/05	ESA	Programmation et management du projet urbain	P. Chotteau
35 - PARIS	15/05	Ponts Formation Conseil	Loi MOP, performance énergétique	C. Romon
36 - PARIS	14-15/05	EFE	Loi MOP et marchés de maîtrise d'œuvre	N. Sitruk
JUIN 2013				
37 - PARIS	03-04/06	Le Moniteur	Loi MOP et marchés de maîtrise d'œuvre	G. Lamour
38 - PARIS	05/06	CERTIVEA	Les enjeux de la programmation	P. Chotteau
39 - LILLE	11/06	Conseil régional Nord-Pas-de-Calais	Les marchés de maîtrise d'œuvre	G. Lamour
40 - PARIS	11-12/06	CVRH	Loi MOP et marchés de maîtrise d'œuvre	N. Sitruk
41 - PANTIN	19/06	CNFPT	Programmation urbaine	P. Chotteau
42 - PARIS	19/06	INH (Ingénierie hospitalière)	La commande publique de maîtrise d'œuvre	N. Sitruk
43 - PANTIN	20/06	INSET de Nancy	Maîtrise d'œuvre en infrastructure	N. Sitruk
44 - PARIS	24/06	ESA	HMONP : loi MOP, concours	P. Chotteau
45 - PARIS	24/06	UNTEC	Les jurés de concours	G. Lamour
46 - PANTIN	26-27/06	INSET de Nancy	Loi MOP et commandes de maîtrise d'œuvre	N. Sitruk

LIEU	DATE	ORGANISME DEMANDEUR	THÈME TRAITÉ	INTERVENANT(S)
47 - LILLE	28/06	ENSAP	HMONP : loi MOP, concours	P. Chotteau
JUILLET 2013				
48 - PARIS	01-02/07	Le Moniteur	Loi MOP	N. Sitruk
49 - PARIS	03-04/07	ENSAP	Les procédures de commande pour les projets urbains	N. Sitruk
SEPTEMBRE 2013				
50 - PARIS	09/09	Ponts Formation Conseil	La programmation urbaine	P. Chotteau
51 - PARIS	09-13/09	ENPC	Mastère IBE programmation	G. Lamour
52 - PARIS	12/09	CERTIVEA	La programmation urbaine	P. Chotteau
53 - PARIS	19/09	ENSA Paris - Val-de-Seine	HMONP : loi MOP, concours	P. Chotteau
54 - PARIS	19-20/09	Le Moniteur	Les marchés de maîtrise d'œuvre	G. Lamour
55 - ANGERS	24/09	AgroCampus	Programmation, coût global, marchés de maîtrise d'œuvre	P. Chotteau
56 - PARIS	26/09	MPF	La loi MOP	V. Le Bouteiller
57 - BIARRITZ	26/09	Jonction / CVRH de Toulouse	Commande publique et développement durable	N. Sitruk
58 - POITIERS	26-27/09	Le Moniteur	La loi MOP, les marchés de maîtrise d'œuvre pour les logements sociaux	G. Lamour
59 - PARIS	27/09	MPF	La commande de maîtrise d'œuvre	N. Sitruk
OCTOBRE 2013				
60 - PARIS	02/10	Ponts Formation Conseil	Programmation	G. Lamour
61 - PARIS	03-04/10	Le Moniteur	Loi MOP	N. Sitruk
62 - PARIS	08-09/10	EFE	La loi MOP et les marchés de maîtrise d'œuvre	N. Sitruk
63 - TEMPLE-SUR-LOT	10-11/10	URCAUE Aquitaine	Marchés d'études et de maîtrise d'œuvre	P. Chotteau
64 - MONTPELLIER	10-11/10	INSET	Rôles et responsabilités des maîtres d'ouvrage	N. Sitruk

LIEU	DATE	ORGANISME DEMANDEUR	THÈME TRAITÉ	INTERVENANT(S)
65 - NANCY	21-23/10	INSET de Nancy	Loi MOP et choix des maîtres d'œuvre	N. Sitruk
66 - PANTIN	24-25/10	INSET de Nancy	Marchés de maîtrise d'œuvre	N. Sitruk
67 - MONTPELLIER	28-30/10	INSET de Montpellier	Management des projets urbains	P. Chotteau
68 - PARIS	30/10	Le Moniteur	Conception-réalisation	G. Lamour
NOVEMBRE 2013				
69 - VERSAILLES	15/11	ENSA Paris- Val-de-Seine	HMONP : loi MOP, concours	P. Chotteau
70 - EVREUX	20/11	CAUE de l'Eure	Les projets urbains (élus)	P. Chotteau
71 - CHARTRES	21/11	CAUE d'Eure-et-Loir	La performance énergétique (élus)	P. Chotteau
72 - PARIS	21/11	Aptitudes Urbaines	La maîtrise d'oeuvre urbaine	N. Sitruk
73 - VERSAILLES	22/11	ENSA Paris- Val-de-Seine	HMONP : loi MOP, concours	P. Chotteau
74 - CHALONS-EN-CHAMPAGNE	22/11	ARCAD	Le développement durable (élus)	N. Sitruk
75 - PARIS	26-27/11	Le Moniteur	Loi MOP et marchés de maîtrise d'œuvre	G. Lamour
DECEMBRE 2013				
76 - PARIS	02-03/12	EFE	Loi MOP et marchés de maîtrise d'œuvre en bâtiment	N. Sitruk
77 - LONGLAVILLE	03/12	AGAPE	Espaces publics et projet urbain	V. Le Bouteiller
78 - VILLEURBANNE	03/12	ENSSIB	Loi MOP et concours	P. Chotteau
79 - PARIS	04-05/12	Le Moniteur	Loi MOP	N. Sitruk
80 - NIORT	05-06/12	CAUE des Deux-Sèvres	Organisation de l'ingénierie publique et loi MOP	P. Chotteau
81 - PARIS	09/12	Ponts Formation Conseil	Commande publique et développement durable	N. Sitruk
82 - PARIS	10/12	CERTIVEA	Programmation urbaine	P. Chotteau
83 - LILLE	10/12	CROA Nord-Pas-de-Calais	Jurés de concours	N. Sitruk
84 - VILLEURBANNE	12/12	ENSSIB	Quelle démarche pour des projets durables	V. Le Bouteiller

LIEU	DATE	ORGANISME DEMANDEUR	THÈME TRAITÉ	INTERVENANT(S)
85 - VERSAILLES	28/06	ENSA Paris - Val-de-Seine	HMONP : loi MOP, concours	P. Chotteau
86 - PARIS	16-17/12	ESA / INSET / MIQCP	Jury "ingénierie de management de la qualité environnementale	V. Le Bouteiller

Ainsi, pour l'ensemble des sujets abordés, l'équipe de cinq experts de la MIQCP a animé 87 journées ou interventions en 2012 et 127 en 2013 sur l'ensemble du territoire auxquelles ont participé quelques 1800 personnes chaque année. C'est dire l'intérêt et surtout la confiance manifestés à l'égard de la Mission pour parfaire leurs connaissances juridiques et mettre ainsi à profit les recommandations qui leur permettront d'appliquer les textes dans des conditions optimales.

COMMUNICATION

La MIQCP édite, en tant que supports d'informations et de recommandations, des ouvrages divers. Elle s'attache à actualiser ses publications au fil des évolutions législatives et réglementaires, et à les mettre à la disposition de tous, notamment via son site Internet www.miqcp.gouv.fr. Elles sont toujours issues de l'observation des pratiques et de la concertation avec les partenaires concernés.

Le site Internet

La fréquentation du site poursuit sa progression, après avoir passé la barre des 120 000 visites en 2012.



Les publications

A l'exception de quelques ouvrages payants diffusés par les éditeurs, les publications suivantes sont disponibles gratuitement en adressant une télécopie au 01 40 81 23 78 ou un courriel à miqcp@developpement-durable.gouv.fr.

Elles sont également téléchargeables sur le site de la MIQCP : www.miqcp.gouv.fr

■ OUVRAGES GRATUITS DIFFUSÉS PAR LA MIQCP

LE CONCOURS DE MAÎTRISE D'ŒUVRE : DISPOSITIONS RÉGLEMENTAIRES ET MODALITÉS PRATIQUES D'ORGANISATION

Paris, MIQCP, février 2012 – 70 p.

MAÎTRISE D'OUVRAGE PUBLIQUE : QUELLE DEMARCHE POUR DES PROJETS DURABLES ?

Paris, MIQCP, septembre 2011 – 120 p.

CONCEPTION-RÉALISATION : RECOMMANDATIONS POUR UN BON USAGE DU PROCESSUS

Paris, MIQCP, juin 2010 – 104 p.

PRESTATIONS ET PRIMES EN CONCOURS DE MAÎTRISE D'ŒUVRE

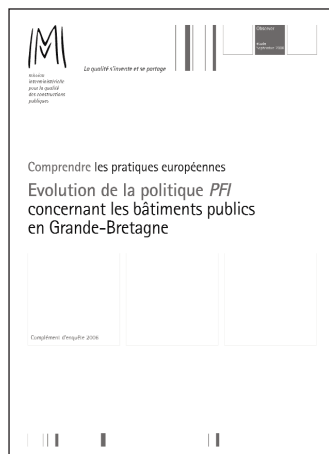
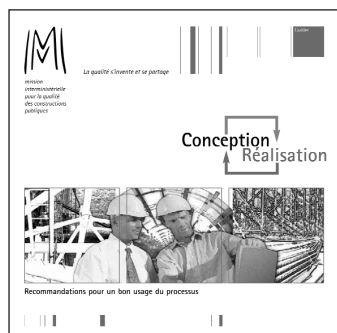
Paris, MIQCP, avril 2010 – 72 p.

GUIDE DE SENSIBILISATION À LA PROGRAMMATION : DÉCOUVRIR L'INTÉRÊT DE LA PROGRAMMATION ET S'ENGAGER DANS LA DÉMARCHE

Paris, MIQCP, juin 2008 – 66 p.

ÉVALUER L'ENVELOPPE FINANCIÈRE PRÉVISIONNELLE D'UN OUVRAGE DE BÂTIMENT

Paris, MIQCP, juin 2008 – 64 p.



LES CONTRATS DE MAÎTRISE D'ŒUVRE URBAINE

PARIS, MIQCP, avril 2007 - 104 p.

GUIDE DES MAÎTRES D'OUVRAGE PUBLICS POUR LE CHOIX D'UN CONDUCTEUR D'OPÉRATION OU D'UN MANDATAIRE

Paris, MIQCP, septembre 2006 - 134 p.

OUVRAGES PUBLICS ET COÛT GLOBAL

Paris, MIQCP, janvier 2006 - 100 p.

CONSTRUCTIONS PUBLIQUES : ARCHITECTURE ET "HQE"

Paris, MIQCP, avril 2003 - 83 p.

LES ESPACES PUBLICS URBAINS : RECOMMANDATIONS POUR UNE DÉMARCHE DE PROJET

Paris, MIQCP, novembre 2001 - 172 p.

LA MÉTHODE DES MARCHÉS DE DÉFINITION SIMULTANÉS

Paris, MIQCP, juin 2001 - 84 p. (existe en anglais)

LA QUALITÉ DES CONSTRUCTIONS PUBLIQUES

Paris, MIQCP, décembre 1999 - 68 p.

INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT : LA MAÎTRISE D'ŒUVRE

Paris, MIQCP, décembre 1998 - 60 p.

■ LES ÉTUDES ET DOCUMENTS GÉNÉRAUX

ÉVOLUTION DE LA POLITIQUE PFI CONCERNANT LES BÂTIMENTS PUBLICS EN GRANDE-BRETAGNE

COMPLÉMENT D'ENQUÊTE, MIQCP / Ecole d'Architecture de Paris Val-de-Seine, septembre 2006.

LE DÉVELOPPEMENT DE LA PROCÉDURE DE PPP/PFI EN GRANDE-BRETAGNE

MIQCP / Ecole d'Architecture de Paris Val-de-Seine, novembre 2003.

LA DÉVOLUTION DES MARCHÉS DE MAÎTRISE D'ŒUVRE EN EUROPE

(Allemagne, Belgique, Danemark, Espagne, France, Italie, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni)
Paris, MIQCP / DAPA - École d'Architecture de Paris-Val de Seine, octobre 2002 (existe en anglais).

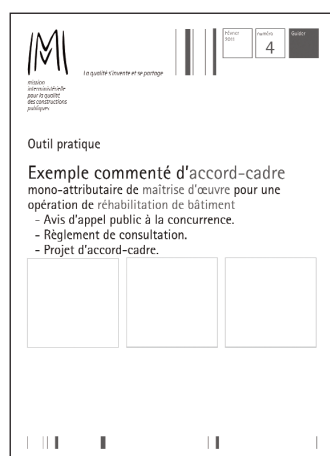
PRÉSENTATION D'UNE DÉMARCHE DE «WORKSHOP» INTERNATIONAL :
LE «PROJEKT-EWALD» MENÉ PAR LA VILLE DE HERTEN DU 19 AU 25 JANVIER 2002
Comprendre les pratiques européennes MIQCP /DAPA, novembre 2002. Document provisoire.

LA COMMANDE PUBLIQUE DE MAÎTRISE D'ŒUVRE À TRAVERS LA JURISPRUDENCE
Paris, MIQCP, janvier 2000.

LES CONCOURS DE MAÎTRISE D'ŒUVRE DANS L'UNION EUROPÉENNE
Paris, MIQCP / DAPA - École d'Architecture de Paris-Val de Seine, décembre 1998 (existe en anglais)

MÉMENTO DE L'ARCHITECTE CONSULTANT
Paris, MIQCP, janvier 2012

■ LES FICHES MÉDIATIONS



23. De nouvelles règles pour la passation des marchés publics en matière de construction publique et de projets urbains – Octobre 2011
22. La dématérialisation des marchés publics et son impact sur les marchés de maîtrise d'œuvre – Octobre 2011
21. Maîtrise d'ouvrage publique et opérations de travaux sur monument historique – Juin 2010
20. Réhabilitation et amélioration de l'efficacité énergétique : diagnostic stratégique de patrimoine et montages d'opération – Décembre 2009
19. 2009 : quelle évolution des règles de la commande pour les constructions publiques? – Février 2009
18. Organiser une consultation de programmistes – Mars 2008
17. La maîtrise d'œuvre des opérations de réhabilitation de bâtiments – Avril 2007
16. Questions-Réponses relatives au code des marchés publics du 1^{er} août 2006 – Février 2007
- 11-2. En procédure adaptée, comment choisir une maîtrise d'œuvre à partir d'une «intention architecturale»? – Janvier 2007 (document d'étude provisoire uniquement disponible sur demande)
- 11-1. Quelles procédures adaptées pour la passation des marchés de maîtrise d'œuvre en dessous des seuils européens ? – Décembre 2006, actualisé en décembre 2012
15. Opération à maîtrise d'ouvrage multiple – Septembre 2006
- 14-1. Le concours de maîtrise d'œuvre – Septembre 2006
- 12-1. La procédure négociée spécifique à la maîtrise d'œuvre (Code 2006) – Septembre 2006, actualisé en octobre 2013
13. Recommandations pour l'application des règles du Code des Marchés Publics de 2004 et notamment celles introduites sur l'anonymat des concours par décret n°2004-1298 du 26 novembre 2004 – Décembre 2004
10. Le Code des Marchés Publics de 2004 – Présentation des articles concernant la maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre – Janvier 2004
9. Recommandations pour l'application des règles du nouveau code des marchés publics (décret du 7 mars 2001) en matière de maîtrise d'œuvre
8. Maîtrise d'œuvre : procédure négociée spécifique (Code 2001)
7. La maîtrise d'œuvre dans le nouveau Code des Marchés Publics (2001)
6. Recommandations pour l'application des nouvelles règles des concours de maîtrise d'œuvre
5. Opérations de réhabilitation
4. Champ d'application de la loi MOP
3. Application de la loi MOP et concours de maîtrise d'œuvre
2. Application de la loi MOP : contenu de l'élément de mission projet, dossiers quantitatifs
1. Application de la loi MOP : engagement du maître d'œuvre et taux de tolérance

■ LES OUTILS PRATIQUES

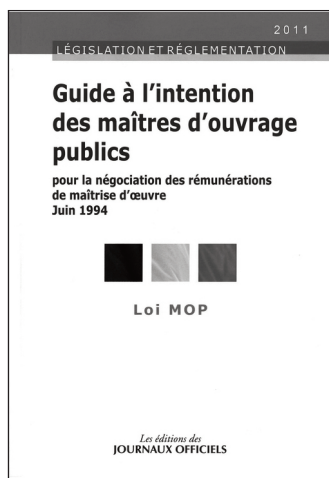
Outil pratique n°1 : Exemple commenté d'avis et de règlement de concours de maîtrise d'œuvre

Outil pratique n°3 : Cahier des clauses administratives applicables aux marchés de maîtrise d'œuvre dans le domaine de la construction

Outil pratique n°4 : Exemple commenté d'accord-cadre monoattributaire de maîtrise d'œuvre pour une opération de réhabilitation de bâtiment

Modèles de marchés publics de maîtrise d'œuvre disponibles uniquement en téléchargement :

- Bâtiment neuf ;
- Bâtiment à réhabiliter : mission diagnostic et mission de base ;
- Infrastructures.



Les articles

■ UN FILM

LE CONCOURS AU SERVICE DE LA QUALITÉ ARCHITECTURALE

Présenté à Washington, le 7 décembre 1993 - Paris, MIQCP, 1993 - 22mn 15s, VHS SECAM pour la version française remise à jour en 1999 ; VHS PAL et NTSC pour les versions anglaise et espagnole, NTSC pour la version américaine. (existe en versions italienne et chinoise)

■ OUVRAGES PAYANTS DIFFUSÉS PAR LES ÉDITEURS

ORGANISER UNE CONSULTATION DE MAÎTRISE D'ŒUVRE

3^e éd. - Paris, Editions du Moniteur, mars 2003 - 231 p. - 42 €.

PROGRAMMATION DES CONSTRUCTIONS PUBLIQUES

2^e éd. - Paris, Editions du Moniteur, - juin 2001 - 156 p. - 39 €.

GUIDE À L'INTENTION DES MAÎTRES D'OUVRAGE PUBLICS POUR LA NÉGOCIATION DES RÉMUNÉRATIONS DE MAÎTRISE D'ŒUVRE

Paris, Editions du Journal officiel, 2011 - 132 p. - 7,00 €
(en vente sur le site Internet de la Documentation Française www.ladocumentationfrancaise.fr)
Consultable gratuitement sur notre site Internet.

Article de Christian Romon, paru début 2013 dans la revue de l'UNTEC sous le titre "Les bonnes pratiques de la commande publique de maîtrise d'œuvre en procédure adaptée (MAPA)"

L'article rappelle l'intérêt de procéder en deux temps en commençant par une sélection de candidature (procédure restreinte), puis pose la question du contenu de l'offre. Si le maître d'ouvrage veut un début de projet, la MIQCP recommande l'organisation d'un concours avec toutes les garanties qui s'y attachent notamment en matière de débat et de jugement en présence de professionnels compétents en matière d'architecture, alors même que le concours n'est pas obligatoire puisque l'on se trouve en dessous des seuils européens. Par contre, et ce devrait être le cas d'une grande majorité des MAPA, il apparaît raisonnable sur le plan économique d'en rester à des considérations de type méthodologiques (moyens consacrés à la mission et organisation et méthodes pour mener à bien la mission). L'article insiste sur la nécessité de ne pas prendre le montant des honoraires comme critère de jugement des offres de façon à ne pas encourager la situation de dumping qui caractérise la période actuelle. Dans cette façon de procéder, le prix du contrat résulte d'une négociation menée avec le titulaire pressenti.

Article de Christian Romon paru fin 2012 dans la revue "Contrats Publics" sous le titre "Les CREM au regard de la loi MOP"

L'article explique que les nouveaux contrats REM et CREM prévus par le code des marchés publics sont des contrats globaux avec engagement de performance qui permettent de fait de déroger à l'obligation d'allotissement de l'article 10 du code. Cependant le contrat CREM qui comprend la conception doit être regardé comme un cas particulier de contrat de conception réalisation et reste à ce titre soumis à part entière à la loi MOP. Il n'est donc autorisé que dans deux cas : amélioration de l'efficacité énergétique avec engagement contractuel sur le niveau à atteindre, ou bien présence de motifs d'ordre technique rendant nécessaire l'association de l'entrepreneur aux études de l'ouvrage.

Article de Patrick Chotteau, rédigé en avril 2013 en vue d'une parution dans la revue de l'ANABF sous le titre " Le concours, une épreuve majeure en faveur de la participation citoyenne"

Cet article démontre le bien fondé de la procédure du concours d'architecture, procédure qui

impose au maître d'ouvrage de réfléchir préalablement à son besoin et de l'exprimer sous la forme d'un programme assorti d'une estimation financière prévisionnelle, procédure qui met en concurrence quelques équipes conduisant à un débat architectural au sein d'un jury pour sélectionner le projet répondant le mieux aux attentes du maître d'ouvrage.

Article de Véronique Le Bouteiller, paru en mai 2012 dans la revue de l'Institut d'aménagement et d'urbanisme (IAU) d'Ile-de-France sous le titre "Construire la maîtrise d'ouvrage du projet urbain"

L'article insiste sur la nécessité d'articuler la planification stratégique avec les différents projets urbains (ou opérations d'aménagement urbain) situés dans le temps et dans l'espace et sur l'intérêt de se lancer dans une démarche de programmation urbaine en amont de la consultation de maîtrise d'oeuvre urbaine. Ceci afin de questionner la maîtrise d'ouvrage sur ses ambitions, d'aider à la constitution de la maîtrise d'ouvrage urbaine en identifiant les partenaires et parties prenantes du projet, de mettre en place une méthodologie de conduite de projet et de concertation, de croiser politiques territoriales et études sectorielles et de construire un diagnostic partagé des enjeux et contraintes du site. Un "pré-programme urbain", présentant éventuellement des scénarios alternatifs, assorti d'un calendrier et d'une enveloppe financière prévisionnels, peut ainsi être défini et constituer le socle de la consultation de maîtrise d'oeuvre urbaine. Le dialogue compétitif, si cette procédure est choisie, peut notamment permettre de tester la faisabilité des différentes options auprès des équipes en concurrence.

Article de Nicole Sitruk, paru en mai 2012 dans la revue de l'Institut d'aménagement et d'urbanisme (IAU) d'Ile-de-France sous le titre "Dialogue compétitif et maîtrise d'oeuvre urbaine"

L'article développe cette procédure qui a été introduite en 2011 dans le Code des marchés publics comme proposition alternative à celle des marchés de définition sanctionnée par la Cour de justice européenne. La procédure de dialogue compétitif, auparavant déjà possible dans le cadre de l'ordonnance de 2005, permet un enrichissement de la commande par un dialogue progressif entre la maîtrise d'ouvrage urbaine et chaque équipe de maîtrise d'oeuvre urbaine. La MIQCP recommande d'organiser en amont du dialogue une réunion commune avec les candidats sélectionnés (au moins trois) ; celle-ci permet à la maîtrise d'ouvrage urbaine de présenter ses attentes et objectifs, d'échanger et de répondre aux différentes questions des équipes. Il est suggéré d'organiser ensuite au minimum deux réunions avec chacune des équipes avant que celles-ci ne remettent leur offre finale qui consistera en une intention urbaine, assortie d'une note méthodologique et d'une proposition d'honoraires. La mise en place d'un jury, certes facultatif, constituera un appui éclairé auprès du maître d'ouvrage pour choisir son équipe de maîtrise d'oeuvre. Le dialogue compétitif a tout intérêt à déboucher sur un accord-cadre de maîtrise d'oeuvre urbaine, particulièrement adapté au projet urbain.

Contribution au dossier "La Maîtrise d'ouvrage HLM" (10 octobre 2012) sur le site Internet de l'Union sociale pour l'habitat (USH)

Une interview et un article ont ainsi été introduits.

L'interview "Les évolutions récentes de la maîtrise d'ouvrage HLM" (Christian Romon, Véronique Le Bouteiller) apporte un éclairage sur les évolutions réglementaires qui ont impacté la maîtrise d'ouvrage HLM suite à la loi Warsmann du 17 mai 2011. De ce fait, l'ensemble des organismes HLM n'est plus soumis à l'obligation de concours, alors que cette procédure, toujours envisageable et de fait pratiquée par beaucoup, permet de mobiliser de nombreux acteurs en amont du projet et favorise la qualité architecturale. Parallèlement, la possibilité pour tous de recourir à la procédure de conception-réalisation, introduite par la loi Boutin du 25 mars 2009 jusqu'au 31 décembre 2013, tout en permettant parfois une meilleure maîtrise des coûts et des délais, rend

plus difficile la mise au point progressive du projet et supprime la présence d'un maître d'oeuvre indépendant aux côtés de la maîtrise d'ouvrage. Cette possibilité a depuis été prorogée de 5 ans (soit jusqu'au 31 décembre 2018) par la loi n°2013-569 du 1er juillet 2013.

L'article "Mode d'emploi pour des projets durables" (Véronique Le Bouteiller) rappelle les étapes-clés d'un projet durable, à partir du contenu du guide "Maîtrise d'ouvrage publique – Quelle démarche pour des projets durables?" publié par la MIQCP en 2011. Il insiste sur la phase amont des projets avec dans la plupart des cas le recours à une équipe de programmation incluant une compétence développement durable et sur l'importance de la consultation de la maîtrise d'oeuvre. Il rappelle l'enjeu essentiel de raisonner en coût global, notamment au moment de la consultation des entreprises, et de se donner les moyens d'assurer au mieux la mise en service des opérations. Il propose en particulier de poursuivre la mission de maîtrise d'oeuvre pendant une année supplémentaire à l'année de "parfait achèvement".